Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

# RECUEIL

# DES

# ACTES

# ADMINISTRATIFS

---

**ANNÉE 2021 – NUMÉRO 133 DU 08 JUIN 2021**

# TABLE DES MATIÈRES

**CABINET DU PREFET**
**DIRECTION DES SECURITES**

Arrêté du 07 juin 2021 portant désignation des centres de vaccination spécialisés dans le cadre de la campagne de vaccination contre la COVID-19
+ Annexe

Arrêté du 07 juin 2021 portant désignation de centres temporaires de vaccination spécialisés dans le cadre de la campagne de vaccination contre la COVID-19

**SECRETATRIAT GENERAL DE LA PREFECTURE DU NORD**
**DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DE LA CITOYENNETE**

Arrêté préfectoral du 08 juin 2021 instituant les commissions de contrôle des opérations de vote à l'occasion des élections départementales et régionales des 20 et 27 juin 2021
+ Annexe

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L EMPLOI DU TRAVAIL ET DES SOLIDARITES**

Récépissé de déclaration d'activité exclusive d'un organisme de services à la personne
07 avril 2016

Modification de récépissé de déclaration d'activité d'un organisme de services à la personne
07 juin 2021

Récépissé de déclaration d'activité d'un organisme de services à la personne
02 juin 2021

Récépissé de déclaration d'activité exclusive d'un organisme de services à la personne
31 mai 2021

Récépissé de déclaration d'activité exclusive d'un organisme de services à la personne
31 mai 2021

Récépissé de déclaration d'activité exclusive d'un organisme de services à la personne
07 juin 2021

**MAISON D ARRET DE DOUAI**

Arrêté du 02 juin 2021 portant délégation de signature

Arrêté du 02 juin 2021 portant délégation de signature

Arrêté du 02 juin 2021 portant délégation de signature

Arrêté du 02 juin 2021 portant délégation de signature

Arrêté du 02 juin 2021 portant délégation de signature

Arrêté du 02 juin 2021 portant délégation de signature

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Préfecture du Nord**

**Arrêté portant désignation des centres de vaccination spécialisés dans le cadre de la campagne de vaccination contre la covid-19**

Préfet de la Région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L3131-12 à L3131-20 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 1er ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant Monsieur Michel LALANDE préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire à compter du 17 octobre 2020 à 00h00 sur le territoire de la République ;

Vu le décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'État d'Urgence Sanitaire, en particulier son article 55-1 ;

Vu le décret n°2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'État d'Urgence Sanitaire ;

Vu le décret n°2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'État d'Urgence Sanitaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment l'article 5, alinéa VIIITer ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2021 portant désignation des centres de vaccination spécialisés dans le cadre de la campagne de vaccination contre la covid-19 ;

Vu les avis des 14 et 19 janvier, du 18 février, des 4 et 25 mars, des 2, 15 et 22 avril 2021 et des 4et 6 mai 2021 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France ;

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex
Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.nord.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

Considérant l'évolution de la situation épidémique dans le département du Nord, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant l'inscription du département du Nord, à l'annexe 2 du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié ;

Considérant l'organisation d'une campagne nationale de vaccination contre la covid-19 prévue par les dispositions de l'article 55-1 du décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'État d'Urgence Sanitaire ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du VIII_ter de l'article 55-1 du décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié, « *La vaccination peut être assurée dans des centres et par des équipes mobiles désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé.* » ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du VIII ter de l'arrêté ministériel du 1er juin prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, « *La vaccination peut être assurée dans des centres et par des équipes mobiles désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé.* » ;

Considérant la nécessité de mettre en place de lieux dans le département du Nord permettant la vaccination, notamment des personnes appartenant au public prioritaire ne résidant pas dans des établissements spécialisés ;

Considérant les propositions formulées par les collectivités territoriales pour faciliter la mise en place du réseau de lieux de vaccination ;

Considérant les pré-requis techniques en matière d'accueil du public, de sécurité, d'acheminement et de conservation des vaccins à prendre en compte pour la mise en place des centres de vaccination ;

Considérant la nécessité de répondre aux besoins de la population de l'ensemble du département du Nord ;

Considérant la nécessité de désigner les centres de vaccination spécialisés contre la covid-19 dans le cadre de la poursuite de la campagne de vaccination ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet du Nord et du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France ;

**ARRETE**

Article 1er :

A compter du 7 juin 2021, les lieux figurant en annexe du présent arrêté sont désignés comme centres spécialisés de vaccination dans le cadre de la campagne de vaccination contre la covid-19.

Article 2 :

A compter du 7 juin 2021, est abrogé l'arrêté préfectoral du 6 mai 2021 portant désignation des centres de vaccination spécialisés dans le cadre de la campagne de vaccination contre la covid-19.

Article 3 :

Le directeur de cabinet du préfet du Nord, le secrétaire général de la préfecture du Nord, les sous-préfets d'arrondissements, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France, les directeurs des établissements médicaux et médicaux sociaux et les maires des communes figurant en annexe, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Article 4 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Lille, le 7 juin 2021

Le préfet,

PRÉFECTURE du NORD

Michel LALANDE

| Porteur juridique du centre de vaccination | nom du centre de vaccination | adresse du centre de vaccination | CP | ville |
|---|---|---|---|---|
| CH La Bassée | salle VOX | 17 avenue Lebas | 59480 | LA BASSEE |
| CHU Lille | CeVAC | rue Pierre Decoulx | 59 120 | LOOS |
| Hopital privé privé Le Bois | Hopital privé privé Le Bois | 45, avenue Marx Dormoy | 59000 | LILLE |
| Hopital Saint Philibert GHICL | Hopital Saint Philibert GHICL | rue du Grand But, | 59160 | LILLE |
| Hopital Saint Vincent GHICL | Hopital Saint Vincent GHICL | 51 bd de Belfort | 59020 | LILLE |
| CHU de Lille | Zénith de Lille | 1 boulevard des Cités Unies, | 59800 | LILLE |
| CH Roubaix | Vélodrome Le Stab' | Avenue Vandermeesh, Porte J | 59056 | ROUBAIX |
| CH SECLIN | Salle Rosenberg | Rue Marx Dormy | 59113 | SECLIN |
| CH Tourcoing | CH Dron, Bâtiment des maladies infectieuses et du voyageur | 155 rue du Président Coty | 59200 | TOURCOING |
| CPTS de la Marque | Salle Pierre Herman | 5 rue Jean-Macé | 59290 | WASQUEHAL |
| CPTS de la Marque | Espace concorde | 51-53 Chemin des Crieurs | 59650 | VILLENEUVE-D'ASCQ |
| Hôpital privé de Villeneuve d'Ascq | Hopital privé de Villeneuve d'Ascq | 20 avenue de la Reconnaissance | 59650 | VILLENEUVE-D'ASCQ |
| Polyclinique Saint-Roch | Salle Georges Catry | Place Jean Jaurès | 59223 | RONCQ |
| CH Armentières | Salle de Sport du Collège Jean Rostand | 136, boulevard Faidherbe | 59280 | ARMENTIERES |
| CH Hazebrouck | Espace FLANDRE | 4 Rue du Milieu | 59 190 | HAZEBROUCK |
| CH Dunkerque | CH Dunkerque | Biologie médicale, 130 avenue Louis Herbeaux, | 59 240 | DUNKERQUE |
| Clinique de Flandres | Clinique de Flandres | 300 Rue des Forts | 59210 | COUDEKERQUE-BRANCHE |
| CH de Denain | Salle Pierre Baudin | Place Pierre Baudin | 59220 | DENAIN |
| CH Saint-Amand | CH Saint-Amand | 9 Rue des Anciens d'Afrique du Nord | 59230 | SAINT-AMAND-LES-EAUX |
| CH de Valenciennes | Salle Jean Mineur | rue de la Cokeri | 59300 | VALENCIENNES |
| Polyclinique Vauban | Polyclinique Vauban | 10 Avenue Vauban - | 59300 | VALENCIENNES |
| Polyclinique du Parc | Polyclinique du Parc | 48 Rue Henri Barbusse | 59880 | SAINT-SAULVE |
| CH Le Cateau Cambresis | CH Le Cateau Cambresis | Service de consultations, 28 Bd Paturle - | 59360 | LE CATEAU-CAMBRESIS |
| Clinique du Cambresis | Clinique du Cambresis | 102 Boulevard Faidherbe | 59400 | CAMBRAI |
| Clinique Sainte Marie (GHICL) | Clinique Sainte Marie (GHICL) | 22 Rue Watteau | 59400 | CAMBRAI |
| CH Cambrai | Maison médicale de garde | 516 avenue de Paris | 59400 | CAMBRAI |
| CH Le Quesnoy | Salle de Sport | 1, chemin de Ghissignies | 59530 | LE QUESNOY |
| CH d'Avesnes | Salle du Bastion | Rue des Près | 59440 | AVESNES SUR HELPE |
| CH Fourmies | CH Fourmies | Centre Hospitalier de Fourmies (consultations externes) Rue de l'Hôpital | 59610 | FOURMIES |
| CHSA Maubeuge | CH Maubeuge | 13 Bvd Pasteur | 59 600 | MAUBEUGE |
| CPTS Val de Sambre | La Luna | Avenue Jean Jaurès | 59600 | MAUBEUGE |
| CH Douai | Maison médicale de garde | Rue de Cambrai à l'entrée du parking du CH | 59187 | DECHY |
| CPTS Grand Douai | Salle Gayant-Expo | Route de Tournai | 59500 | DOUAI |
| CPTS Pévèle du Douaisis | Salle La Grange | Rue Albert Poutrain | 59310 | ORCHIES |

| Porteur juridique du centre de vaccination | nom du centre de vaccination | adresse du centre de vaccination | CP | ville |
|---|---|---|---|---|
| Polyclinique Grande-Synthe | Polyclinique Grande-Synthe | Avenue de la Polyclinique | 59760 | GRANDE-SYNTHE |
| CPTS Bergues, Bourboug, Hondschoote | Salle Emmanuel Looten | Rue Léon Clayes | 59380 | BERGUES |
| CH de Somain | CH de Somain | 61 bis rue J. Bouliez | 59490 | SOMAIN |
| CPTS Bergues, Bourboug, Hondschoote | Espace Pierre de Coubertin | Avenue François Miterrand | 59630 | BOURBOURG |
| CH de Seclin | Salle polyvalente | rue Germain Delhaye | 59710 | PONT-A-MARCQ |
| Hôpital privé Le bois | Hippodrome | Avenue Clémenceau | 59700 | MARCQ-EN-BAROEUL |
| CH de valencienne | Salle multisport Saint Exupéry | Rue Chaussiette | 59163 | CONDE-SUR-L'ESCAUT |
| CH de Cambrai | Salle des sports Jean Degros | rue du stade | 59231 | GOUZEAUCOURT |
| CPTS BBH | Salle robert Delbicque | candaele starete | 59470 | WORMHOUT |

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Préfecture du Nord**

**Arrêté portant désignation de centres temporaires de vaccination spécialisés dans le cadre de la campagne de vaccination contre la covid-19.**

Préfet de la Région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L3131-12 à L3131-20 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 1er ;

Vu le décret du 21 avril 2016 nommant Monsieur Michel LALANDE préfet de la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire à compter du 17 octobre 2020 à 00h00 sur le territoire de la République ;

Vu le décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'État d'Urgence Sanitaire, en particulier son article 55-1 ;

Vu le décret n°2021-10 du 7 janvier 2021 modifiant les décrets n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'État d'Urgence Sanitaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 1er juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire, notamment l'article 5, alinéa VIIITer ;

Vu l'arrêté du 29 avril 2021 portant désignation de centres temporaires de vaccination spécialisés dans le cadre de la campagne de vaccination contre la covid-19 ;

Vu les avis du 22, 26, 29 avril 2021, des 6, 18, 26, 27 mai 2021 et du 3 juin 2021 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France ;

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (Covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;

Considérant l'évolution de la situation épidémique dans le département du Nord, le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

12-14, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59 039 LILLE Cedex
Tél. : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : www.nord.gouv.fr
Suivez-nous sur : facebook.com/prefetnord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

Considérant l'organisation d'une campagne nationale de vaccination contre la covid-19 prévue par les dispositions de l'article 55-1 du décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'État d'Urgence Sanitaire ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du VIII_ter de l'article 55-1 du décret n°2020-1262 du 16 octobre 2020 modifié, « *La vaccination peut être assurée dans des centres et par des équipes mobiles désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé.* » ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du VIII ter de l'arrêté ministériel du 1er juin, « *La vaccination peut être assurée dans des centres et par des équipes mobiles désignés à cet effet par le représentant de l'Etat dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé.* » ;

Considérant la nécessité de mettre en place de lieux dans le département du Nord permettant la vaccination, notamment des personnes appartenant au public prioritaire ne résidant pas dans des établissements spécialisés ;

Considérant les propositions formulées par les collectivités territoriales pour faciliter la mise en place du réseau de lieux de vaccination ;

Considérant les pré-requis techniques en matière d'accueil du public, de sécurité, d'acheminement et de conservation des vaccins à prendre en compte pour la mise en place des centres de vaccination ;

Considérant la nécessité de répondre aux besoins de la population des différents bassins de vie du département du Nord ;

Considérant les besoins de renforcer ponctuellement les capacités de vaccinations dans des secteurs où la circulation du virus est importante ;

Sur proposition du directeur de cabinet du préfet du Nord et du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France ;

**ARRETE**

Article 1er :

Sont désignés, selon leur date d'ouverture, centres temporaires de vaccination dans le cadre de la campagne de vaccination contre la covid-19, les sites suivants :

| Commune | Etablissement | Adresse | Date d'ouverture |
|---|---|---|---|
| Aulnoye-Aymeries | Maison de santé | 2 Rue Jean Jaurès | Les 3, 5 et 8 juin 2021 |
| Hautmont | Centre Culturel Maurice Schumann | 15 place Charles de Gaulle | Les 2, 3, 5, 9 et 10 juin 2021 |
| Bavay | Centre de vaccination | 10 rue Georges Marcq | Les 3, 4, 5 et 11 juin 2021 |
| Jeumont | Foyer Timmermans | Boulevard de Lessines | Les 5 et 10 juin 2021 |
| Caudry | Salle du Val de Riot | Rue Ampère | Le 6 juin 2021 |
| Hem | Le Zéphir | Rue du Tilleul | Le 11 juin 2021 |
| Wattrelos | Salle polyvalente Roger Salengro | 2 rue Emile Basly | Du 22 mai 2021 au 25 juillet 2021 |

Article 2 :
L'arrêté du 28 mai 2021 portant désignation de centres temporaires de vaccination spécialisés dans le cadre de la campagne de vaccination contre la covid-19, est abrogé.

Article 3
Le directeur de cabinet du préfet du Nord, le secrétaire général de la préfecture du Nord, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France, les maires des communes mentionnées à l'article 1er, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Article 4 :
Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lille. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Lille, le 7 juin 2021

Le préfet,

Michel LALANDE

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Préfecture du Nord**

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction de la réglementation
et de la citoyenneté

Bureau de la citoyenneté

Section des élections

**Arrêté préfectoral instituant les commissions de contrôle des opérations de vote à l'occasion des élections départementales et régionales des 20 et 27 juin 2021**

---

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code électoral et notamment son article L.85-1 et R.93-1 à R.93-3 ;

Vu le décret n°2021-483 du 21 avril 2021 portant convocation des collèges électoraux pour procéder à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers régionaux, des conseillers à l'Assemblée de Corse, des conseillers à l'assemblée de Guyane et des conseillers à l'assemblée de Martinique. ;

Vu l'ordonnance du 21 mai 2021 du premier président de la Cour d'appel de Douai ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

**ARRÊTE**

Article 1er – A l'occasion des élections départementales et régionales des 20 et 27 juin 2021, des commissions de contrôle des opérations de vote sont instituées dans les communes de 20 000 habitants et plus du département du Nord.

Article 2 – Le siège et la composition de chacune de ces commissions sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Article 3 – Les commissions sont chargées de veiller à la régularité de la composition des bureaux de vote ainsi qu'à celle des opérations de vote, de dépouillement des bulletins et de dénombrement des suffrages et de garantir aux électeurs ainsi qu'aux candidats en présence le libre exercice de leurs droits.

Article 4 – Chaque commission peut s'adjoindre des délégués choisis parmi les électeurs du département.
Le président de la commission notifie la désignation des délégués aux présidents des bureaux de vote intéressés avant l'ouverture du scrutin.

Article 5 – Le président de la commission, ses membres et ses délégués procèdent à tous contrôles et vérifications utiles. Ils ont accès à tout moment aux bureaux de vote et peuvent exiger l'inscription de toutes observations au procès verbal, soit avant la proclamation des résultats, soit après.

Le maire et les présidents de bureau de vote sont tenus de fournir tous renseignements et de communiquer tous les documents nécessaires à l'exercice de cette mission.
À l'issue de chaque tour de scrutin, la commission dresse, s'il y a lieu, un rapport qui est adressé à la préfecture et joint au procès-verbal des opérations de vote.

Article 6 – Le secrétaire général de la préfecture du Nord et les présidents des commissions de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié aux maires des communes concernées ainsi qu'à chacun des membres des commissions précitées.

Lille, le 08 JUIN 2021

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général adjoint,

Nicolas VENTRE

| ARRONDISSEMENT | Siège de la commission | Composition de la commission | |
|---|---|---|---|
| | | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Gaëlle CARRETTE |
| | | Membre | Me Jean-Baptiste HENNIAUX |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | M. Amar OUFFA |
| AVESNES/HELPE | MAUBEUGE | Suppléant | Mme Laurence SAUNIER |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Emeline POURRIOT |
| | | Membre | M. Benoît GINEPRINO |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | M. Amar OUFFA |
| | | Suppléant | Mme Laurence SAUNIER |
| | | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Célia BIGOT-MASSONI |
| | | Suppléant | M. Louis-Benoît BETERMIEZ |
| | | Membre | Me Eric VILLAIN |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Emmanuelle KWOKA |
| | | Suppléant | Mme Mélanie MOREAU |
| CAMBRAI | CAMBRAI | **2ème tour** | |
| | | Président | M. Karim BEN SEDRINE |
| | | Suppléant | M. Louis-Benoît BETERMIEZ |
| | | Membre | Me Mariam SAILE |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Emmanuelle KWOKA |
| | | Suppléant | Mme Mélanie MOREAU |
| | | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Aline ATCHRIMI |
| | | Membre | M. Vincent FONTAINE |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | M. Rony HUMEZ |
| | | Suppléant | M. Maxime DANDOIS |
| DOUAI | DOUAI | **2ème tour** | |
| | | Président | M. Antoine GIUNTINI |
| | | Membre | M. Vincent NAEGELIN |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | M. Maxime DANDOIS |
| | | Suppléant | M. Rony HUMEZ |
| | | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Julie BRACQ |
| | | Membre | Me Clémence KOHL |
| | | Suppléant | Mme Caroline VILNAT |
| | COUDEKERQUE-BRANCHE | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Catherine PORZIEMSKI |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Margaux PINCEEL-MORVAN |
| | | Membre | Me Maïthé MORISOT |
| | | Suppléant | M. Guillaume MEUNIER |
| DUNKERQUE | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Catherine PORZIEMSKI |
| | | **1er tour** | |
| | | Président | M. Guillaume MAGGI |
| | | Membre | Me Magalie WADOUX |
| | | Suppléant | Mme Caroline VILNAT |
| | DUNKERQUE | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Vanessa TROTTIN |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Sarah PEILLON |
| | | Membre | Me Xavier FERRAND |
| | | Suppléant | M. Guillaume MEUNIER |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Vanessa TROTTIN |

| ARRONDISSEMENT | Siège de la commission | Composition de la commission | |
|---|---|---|---|
| DUNKERQUE | GRANDE-SYNTHE | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Virginie LECOINTE |
| | | Membre | Me Yann LEUPE |
| | | Suppléant | Mme Caroline VILNAT |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Christine PATOT |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Jessy LELONG |
| | | Membre | Me Amandine BUCZINSKI |
| | | Suppléant | M. Guillaume MEUNIER |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Christine PATOT |
| | HAZEBROUCK | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Emilie DROIT |
| | | Membre | M. Mikaël TRIGAUT |
| | | Suppléant | Mme Caroline VILNAT |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Isabelle VENOT |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Mélanie COCQUEREL |
| | | Membre | Mme Maurine D'HAESE |
| | | Suppléant | M. Guillaume MEUNIER |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Isabelle VENOT |
| LILLE | ARMENTIERES | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Julie ASTORG |
| | | Membre | Mme Laurence RUYSSEN |
| | | Suppléant | Mme Stéphanie LOYEZ |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Christian BOMART |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme France BETTON |
| | | Membre | Mme Emmy-Lou SIMARD |
| | | Suppléant | Mme Céline FORTESA |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Christian BOMART |
| | CROIX | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Héloïse PICARD |
| | | Membre | Mme Marine LADRIERE |
| | | Suppléant | Mme Astrid GRANOUX |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Michel DEWIERE |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Anne BEAUVAIS |
| | | Membre | Mme Clara SENARD |
| | | Suppléant | Mme Véronique GALLIOT |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Michel DEWIERE |
| | HALLUIN | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Anne REGENT |
| | | Membre | Mme Elisabeth BRES |
| | | Suppléant | Mme Sophie ALEKSIC |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Florence BELVAL |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Julie ASTORG |
| | | Membre | M. Yoann VIGUIER |
| | | Suppléant | M. Victor NICOLLE |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Florence BELVAL |
| | LA MADELEINE | **1er tour** | |
| | | Président | M. Marc CHEMIN |
| | | Membre | Mme Louise BLANC |
| | | Suppléant | M. Olivier HUMBERT |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Damien CHANDELIER |

| ARRONDISSEMENT | Siège de la commission | Composition de la commission | |
|---|---|---|---|
| LILLE | LA MADELEINE | **2ème tour** | |
| | | Président | M. Romain GRAPTON |
| | | Membre | Mme Charlotte HENON |
| | | Suppléant | M. Thomas BIGOT |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Damien CHANDELIER |
| | LAMBERSART | **1er tour** | |
| | | Président | M. Ludovic DUPREY |
| | | Membre | Mme Joëlle SPAGNOL |
| | | Suppléant | Mme Saloua HAMANI |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Colette BUISSET |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | M. Guillaume DELETANG |
| | | Membre | Mme Emilie JOLY |
| | | Suppléant | Mme Leslie JODEAU |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Colette BUISSET |
| | LILLE | **1er tour** | |
| | | Président | M. Jean-Marc CATHELIN |
| | | Membre | Mme Armelle AVININ-BONHEUR |
| | | Suppléant | Mme Michèle LEFEUVRE |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Samuel TOSTAIN |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | M. Xavier PUEL |
| | | Membre | Mme Aurélie VITTEAUT |
| | | Suppléant | M. Benoît BLANCHY |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Samuel TOSTAIN |
| | LOOS | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Sophie DUGOUJON |
| | | Membre | Mme Ségolène MARQUET |
| | | Suppléant | Mme Emmy-Lou SIMARD |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Laurence FREMAUT |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Delphine LE BAIL |
| | | Membre | Mme Cynthia NKALA |
| | | Suppléant | Mme Laure TOUCHELAY |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Laurence FREMAUT |
| | MARCQ-en-BAROEUL | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Fabienne LE ROY |
| | | Membre | Mme Marie TERRIER |
| | | Suppléant | Mme Léa CLOUTEAU |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Catherine LAMOTHE |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Dalia BALCIUNAITYTE |
| | | Membre | Mme Gisèle DELCAMBRE |
| | | Suppléant | Mme Catherine GUIEU |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Catherine LAMOTHE |
| | MONS-en-BAROEUL | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Marianne JAMET |
| | | Membre | M. Roger PEREIRA |
| | | Suppléant | Mme Tatiana FREYERMUTH |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Cédric LEROY |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Marie-Christine SOYEZ-MARTIN |
| | | Membre | Mme Cécile NOUNOU |
| | | Suppléant | Mme Marie-Christine PATTYN |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Cédric LEROY |

| ARRONDISSEMENT | Siège de la commission | Composition de la commission | |
|---|---|---|---|
| LILLE | ROUBAIX | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Sarah RENZI |
| | | Membre | Mme Eve SIOLY |
| | | Suppléant | M. David CLEUZIOU |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Régis BROUILLARD |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Clémentine LAVIGERIE |
| | | Membre | Mme Marie LACOMBE |
| | | Suppléant | Mme Raphaëlle RENAULT-LEBERQUER |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Régis BROUILLARD |
| | TOURCOING | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Audrey BAILLEUL |
| | | Membre | M. Arnaud GILQUIN-VAUDOUR |
| | | Suppléant | Mme Céline MILLER |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Grégory BRAME |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Anne-Marie FARJOT |
| | | Membre | Mme Claire MARCHALOT |
| | | Suppléant | Mme Gaëlle OLIVROT |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Grégory BRAME |
| | VILLENEUVE d'ASCQ | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Fanny WACRENIER |
| | | Membre | Mme Sandrine NORMAND |
| | | Suppléant | M. Damien CUVILLIER |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Sandra CAZES |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Juliette BEUSCHAERT |
| | | Membre | Mme Aurélie VERON |
| | | Suppléant | Mme Catherine CHRUSCIELEWSKI |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Sandra CAZES |
| | WASQUEHAL | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Ghislaine CAVAILLES |
| | | Membre | M. Hugues MORY |
| | | Suppléant | Mme Isabelle FACON |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Isabelle CATEL |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Cécile ANDRE |
| | | Membre | Mme Sophie CHOUNAVELLE |
| | | Suppléant | Mme Marion CACKEL |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Isabelle CATEL |
| | WATTRELOS | **1er tour** | |
| | | Président | M. Mikaël SIMOENS |
| | | Membre | M. Yoann VIGUIER |
| | | Suppléant | Mme Cynthia NKALA |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Géraldine GUILLAUME |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Valérie LECROHART |
| | | Membre | Mme Léa CLOUTEAU |
| | | Suppléant | Mme Virginie CLAVERT |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Géraldine GUILLAUME |

| ARRONDISSEMENT | Siège de la commission | Composition de la commission | |
|---|---|---|---|
| | | **1er tour** | |
| | | Président | Mme Agathe ALIAMUS |
| | | Suppléant | Mme Virginie CMIEL-MONNIER |
| | | Membre | Me Hervé MORAS |
| | | Suppléant | Me Hervé DELPLANQUE |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Delphine LEMAIRE |
| **VALENCIENNES** | **VALENCIENNES** | Suppléant | Mme Christiane HENNIAUX |
| | | **2ème tour** | |
| | | Président | Mme Agathe ALIAMUS |
| | | Suppléant | Mme Virginie CMIEL-MONNIER |
| | | Membre | Me Hervé MORAS |
| | | Suppléant | Me Hervé DELPLANQUE |
| | | Fonctionnaire désigné par le Préfet | Mme Delphine LEMAIRE |
| | | Suppléant | Mme Christiane HENNIAUX |

Vu pour être annexé à l'arrêté préfectoral instituant les commissions de contrôle des opérations de vote à l'occasion des élections départementales et régionales des 20 et 27 juin 2021

Lille, le 08 JUIN 2021

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général par suppléance

Nicolas VENTRE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD – PAS-DE-CALAIS
PICARDIE

Direction Régionale des
Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation,
du Travail et de l'Emploi
Nord-Pas de Calais
Picardie

UNITE DEPARTEMENTALE
DU NORD-LILLE

**RECEPISSE N°**
**SAP / 418997565**
**Acte 2016 – 063**

## Récépissé de déclaration d'activité exclusive d'un organisme de services à la personne

**Conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**Le PRÉFET de la RÉGION NORD – PAS-DE-CALAIS PICARDIE,**
**PRÉFET du NORD,**
**Officier de L'Ordre National de la Légion d'Honneur**
**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu la loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce et à l'artisanat et aux services (article 31),

Vu les décrets n° 2011-1132 et 2011-1133 du 20 septembre 2011 modifiant certaines dispositions du code du travail relatives au chèque emploi-service universel et aux services à la personne,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-59 NL-NV-CCRF-FISAC 2016-01 du 20 janvier 2016, article K-9 portant subdélégation de signature à Monsieur Bruno DROLEZ, directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECTE) du Nord–Pas-de-Calais Picardie, directeur de l'Unité départementale du Nord Lille ;

## CONSTATE

Qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité exclusive de services à la personne a été présentée auprès de l'unité départementale de Nord-Lille de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) le 12.fevrier 2016 par Monsieur Christian Payen directeur de l'Association INTER PROXIM dont le siège social est situé au 51 Rue de Wailly à Tourcoing (59200).

**Art. 1. –** Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de INTER PROXIM dont le siège social est situé au 51 Rue de Wailly à Tourcoing (59200).

sous le n° SAP/418997565 – acte 2016/063 à compter du 15 mai 2016

**Art. 2. – Le présent récépissé annule et remplace l'arrêté d'agrément initial n° R/150511/A/59L/Q/028 délivré le 10 mars 2011 et l'avenant 1.**

**Art. 3. –** **Toute modification concernant la structure déclarée ou les activités exercées** devra, sous peine de retrait de la déclaration, faire l'objet d'une déclaration modificative auprès de l'unité départementale du Nord Lille de la DIRECCTE Nord-Pas-de-Calais–Picardie qui modifiera le récépissé initial. Il en est de même pour l'ouverture d'un nouvel établissement.

**Art. 4. –** La structure exerce son activité selon le mode suivant

- Prestataire.

**Art. 5. –** Les activités déclarées et agrées sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage,
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains »,
- Accompagnement d'enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements,
- Garde d'enfants de plus de trois ans à domicile

- Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- Livraison de courses à domicile,
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé,
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exclusion des soins vétérinaires et du toilettage, pour les personnes dépendantes,

    - Accompagnement hors domicile PA et ou PH
    - Assistance aux personnes âgées
    - Assistance aux personnes handicapées

**Les conditions de réalisation des activités agréées seront reprises dans l'autorisation délivrée par le Conseil Départemental compétent pour ces prestations à compter du 30 décembre 2015.**

**Art. 6. –** Ces activités exercées par le déclarant, sous réserve d'être exercées à titre exclusif et au ou à partir du domicile des particuliers ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L.241-10 du code de la sécurité sociale.

**Art. 7 –** Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R.7232-22 à R.7232-24 du code du travail.

**Art. 8. –** Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 07 avril 2016

Pr /Le directeur de l'Unité départementale,
L'inspectrice du Travail

Anne DELORY

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Pôle Inclusion**

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Nord**

**RECEPISSE N°**
SAP / 478702012
Acte 2016–196
Avenant 1

**Modification de Récépissé de déclaration d'activité d'un organisme de services à la personne**
**Conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**Le PRÉFET de la RÉGION HAUTS-DE-FRANCE,**
**PRÉFET du NORD,**
**Officier de la Légion d'Honneur**
**Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-13 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;
Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment l'article D.312-6-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2021, portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel RICHARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord et l'arrêté de délégation générale du 8 avril 2021, portant subdélégation de signature de Monsieur Emmanuel RICHARD aux agents placés sous son autorité ;

Vu l'arrêté de renouvellement d'autorisation attribué à la l'Association Services Personnalisés Selon vos Besoins – SPSB délivré le 31 mai 2021 par Monsieur le Président du conseil départemental du Nord (59) pour le service prestataire auprès des personnes âgées et/ou dépendantes ;

Vu l'engagement du responsable de la structure à tenir une comptabilité séparée en tant que structure dispensée d'activité exclusive ;

CONSTATE

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une demande de mise à jour du récépissé d'activité de services à la personne a été présentée auprès de la Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) du Nord le 7 juin 2021 par Monsieur Jérôme LEKIM, directeur de l'Association Services Personnalisés Selon vos Besoins – SPSB

Article 1er – Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de l'Association Services Personnalisés Selon vos Besoins – SPSB, sise :

- Maison des Associations – avenue de l'Ancien Village à GRANDE SYNTHE (59760) en tant que siège social
- 877, rue de Cassel à DUNKERQUE (59640) en tant que siège administratif

sous le n° SAP / 478702012 Acte 2016–196 avenant 1, à compter du 15 mai 2021

Article 2 – **Toutes les modifications concernant la structure déclarée ou les activités exercées** devront faire l'objet d'une déclaration auprès de la DDETS Nord-Lille sous peine de retrait du récépissé.
**Il en est de même pour l'ouverture d'un nouvel établissement ou la modification de l'autorisation**.

Article 3 – Les activités déclarées selon le mode **Prestataire, sans limite de durée,** sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage,
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains »,
- Garde d'enfants de plus de trois ans à domicile, excepté les enfants handicapés
- Accompagnement d'enfants de plus de trois ans dans leurs déplacements, excepté les enfants handicapés
- Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- Livraison de courses à domicile lorsque cette activité est incluse dans une offre de service d'assistance à domicile,
- Assistance informatique et Internet à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
- Maintenance, entretien et vigilance temporaires, à domicile, de la résidence principale et secondaire,

- Assistance aux autres personnes qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
- Accompagnement des personnes qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transports, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante) lorsque cette activité est incluse dans une offre de service d'assistance à domicile ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel de personnes qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives lorsque cette activité est incluse dans une offre de service d'assistance à domicile.
- Soins d'esthétique à domicile pour les personnes dépendantes,
- Soins et promenades d'animaux de compagnie, à l'exclusion des soins vétérinaires et du toilettage, pour les **personnes dépendantes**,

Article 4 – Les activités **autorisées et déclarées** pour une durée de **15 ans** à compter du **15 mai 2021** sur le département du **Nord (59)** selon le mode **Prestataire** sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Assistance dans les actes quotidiens de la vie ou aide à l'insertion sociale des personnes âgées ou handicapées ou atteintes de pathologies chroniques, incluant la garde-malade, à l'exception d'actes de soins relevant d'actes médicaux *à moins qu'ils ne soient exécutés dans les conditions prévues par l'article L. 1111-6-1 du code de la santé publique et du décret n° 99-426 du 27 mai 1999 habilitant certaines catégories de personnes à effectuer des aspirations endo-trachéales ;*
- Accompagnement des personnes âgées et/ou handicapées et/ou atteintes de pathologies chroniques dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante) ;
- Prestation de conduite du véhicule personnel de personnes âgées et/ou handicapées et/ou atteintes de pathologies chroniques du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives.

**Le retrait de l'autorisation par le Président du Conseil Départemental vaut retrait des activités listées au présent article.**

Article 5 – Ces activités, sous réserve d'être exercées par le déclarant **au ou à partir du domicile** des particuliers, et de tenir une comptabilité séparée en tant que personne morale dispensée de la condition d'activité exclusive par l'article L.7232-1-2 du code du travail, ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 6 – Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-20 à R. 7232-22 du code du travail.

Article 7 – Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 7 juin 2021
Pour le préfet et par subdélégation
Le responsable du service Inclusion Lille,

Hugues VERSAEVEL

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Pôle Inclusion**

**Direction Départementale de l'Emploi,**
**du Travail et des Solidarités du Nord**

**RECEPISSE N°**
SAP / 304576218
Acte 2018–092

**Récépissé de déclaration d'activité d'un organisme de services à la personne**
**Conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**Le PRÉFET de la RÉGION HAUTS-DE-FRANCE,**
**PRÉFET du NORD,**
**Officier de la Légion d'Honneur**
**Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-13 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2021, portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel RICHARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord et l'arrêté de délégation générale du 8 avril 2021, portant subdélégation de signature de Monsieur Emmanuel RICHARD aux agents placés sous son autorité ;

Considérant que la résidence service AFEJI est dispensée de la condition d'activité exclusive par l'article L.7232-1-2 du code du travail, à condition de tenir une comptabilité séparée pour les services à la personne réalisés dans les parties privatives de la résidence

CONSTATE

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité de services à la personne a été présentée auprès de la Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) du Nord le 22 mars 2018 par Monsieur Michel DELEBARRE, président de l'Association AFEJI HAUTS DE FRANCE dont le siège administratif est situé CS 59029 199 RUE COLBERT à LILLE (59800) pour la RESIDENCE SERVICES BOIS GRENIER .

Article 1er – Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité de services à la personne a été enregistré au nom de AFEJI HAUTS DE FRANCE pour la RESIDENCE SERVICES BOIS GRENIER, sise 14 allée du Moulin des Layes à BOIS GRENIER (59280) en tant en tant que lieu d'hébergement, sous le n° SAP / 304576218 Acte 2018–092, à compter du 22 mars 2018

Article 2 – **Toutes les modifications concernant la structure déclarée ou les activités exercées** devront faire l'objet d'une déclaration auprès de la DDETS Nord-Lille sous peine de retrait du récépissé.
**Il en est de même pour l'ouverture d'un nouvel établissement**.

Article 3 – Les activités déclarées selon le mode **Prestataire, sans limite de durée,** sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains »,
- Assistance informatique et Internet à domicile,

Article 4 – Ces activités, sous réserve d'être exercées par le déclarant **à titre exclusif,** et au domicile des particuliers, et de tenir une comptabilité séparée en tant que personne morale dispensée de la condition d'activité exclusive par l'article L.7232-1-2 du code du travail, ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 – Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-20 à R. 7232-22 du code du travail.

Article 6. – Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 2 juin 2021
Pour le préfet et par subdélégation
Le responsable du service Inclusion Lille,

Hugues VERSAEVEL

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Pôle Inclusion**

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Nord**

**RECEPISSE N°**
SAP / 824820799
Acte 2020–093

**Récépissé de déclaration d'activité exclusive d'un organisme de services à la personne**
**Conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**Le PRÉFET de la RÉGION HAUTS-DE-FRANCE,**
**PRÉFET du NORD,**
**Officier de la Légion d'Honneur**
**Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-13 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2021, portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel RICHARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord et l'arrêté de délégation générale du 8 avril 2021, portant subdélégation de signature de Monsieur Emmanuel RICHARD aux agents placés sous son autorité ;

CONSTATE

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité exclusive de services à la personne a été présentée auprès de la Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) du Nord par Madame Djamila HABA BOUSSELAOUI, dirigeante de l'entreprise HABA BOUSSELAOUI Djamila

Article 1er – Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité **exclusive** de services à la personne a été enregistré au nom de l'entreprise HABA BOUSSELAOUI Djamila, sise 31B RUE DES FRERES BONDUEL à RONCQ (59223) en tant que siège social, sous le n° SAP / 824820799 Acte 2020–093, à compter du 1er juin 2020

Article 2 – **Toutes les modifications concernant la structure déclarée ou les activités exercées** devront faire l'objet d'une déclaration auprès de la DDETS Nord-Lille sous peine de retrait du récépissé.
**Il en est de même pour l'ouverture d'un nouvel établissement**.

Article 3 –L'activité déclarée selon le mode **Prestataire, sans limite de durée,** est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,

Article 4 – Ces activités, sous réserve d'être exercées par le déclarant **à titre exclusif et au domicile** des particuliers, ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 – Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-20 à R. 7232-22 du code du travail.

Article 6 – Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 31 mai 2021
Pour le préfet et par subdélégation
Le responsable du service Inclusion Lille,

Hugues VERSAEVEL

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Pôle Inclusion**

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Nord**

**RECEPISSE N°**
SAP / 892436569
Acte 2021–003

**Récépissé de déclaration d'activité exclusive d'un organisme de services à la personne**
**Conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**Le PRÉFET de la RÉGION HAUTS-DE-FRANCE,**
**PRÉFET du NORD,**
**Officier de la Légion d'Honneur**
**Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-13 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2021, portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel RICHARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord et l'arrêté de délégation générale du 8 avril 2021, portant subdélégation de signature de Monsieur Emmanuel RICHARD aux agents placés sous son autorité ;

CONSTATE

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une déclaration d'activité exclusive de services à la personne a été présentée auprès de la Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) du Nord par Madame Fatiha BOUSLAH née DAAMACHE, présidente de la SASU SERVALIANCE.

Article 1er – Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité **exclusive** de services à la personne a été enregistré au nom de la SASU SERVALIANCE, sise 78 RUE D INKERMANN à ROUBAIX (59100) en tant que siège social, sous le n° SAP / 892436569 Acte 2021–003, à compter du 4 janvier 2021

Article 2 – **Toutes les modifications concernant la structure déclarée ou les activités exercées** devront faire l'objet d'une déclaration auprès de la DDETS Nord-Lille sous peine de retrait du récépissé.
**Il en est de même pour l'ouverture d'un nouvel établissement**.

Article 3 –L'activité déclarée selon le mode **Prestataire, sans limite de durée,** est la suivante, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,

Article 4 – Ces activités, sous réserve d'être exercées par le déclarant **à titre exclusif** et au domicile des particuliers, ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 – Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-20 à R. 7232-22 du code du travail.

Article 6 – Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 31 mai 2021
Pour le préfet et par subdélégation
Le responsable du service Inclusion Lille,

Hugues VERSAEVEL

PRÉFET
DU NORD
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Pôle Inclusion**

**Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités du Nord**

**RECEPISSE N°**
SAP / 898432901
Acte 2021–054 avenant 1

**Récépissé de déclaration d'activité exclusive d'un organisme de services à la personne**
**Conformément à l'article L. 7232-1-1 du code du travail**

**Le PRÉFET de la RÉGION HAUTS-DE-FRANCE,**
**PRÉFET du NORD,**
**Officier de la Légion d'Honneur**
**Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu le code du travail et notamment les articles L.7231-1 à L.7233-2, R.7232-13 à R.7232-22, D.7231-1 et D.7233-1 à D.7233-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 avril 2021, portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel RICHARD, directeur départemental de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord et l'arrêté de délégation générale du 8 avril 2021, portant subdélégation de signature de Monsieur Emmanuel RICHARD aux agents placés sous son autorité ;

Vu la modification effectuée le 3 juin 2021 auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Dunkerque

CONSTATE

qu'en application des dispositions du code du travail susvisées, une modification de déclaration d'activité exclusive de services à la personne a été présentée auprès de la Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) du Nord par Madame Mathilde FURLAN, gérante de la SARL MA'AD.

Article 1er – Après examen du dossier, cette demande a été constatée conforme et le présent récépissé de déclaration d'activité **exclusive** de services à la personne a été enregistré au nom de la SARL MA'AD, sise 1825 route Nationale à BORRE (59190) en tant que siège social, sous le n° SAP / 898432901 Acte 2021–054 avenant 1, à compter du **1er juin 2021**

Le présent récépissé annule le récépissé du 25 mai 2021

Article 2 – **Toutes les modifications concernant la structure déclarée ou les activités exercées** devront faire l'objet d'une déclaration auprès de la DDETS Nord-Lille sous peine de retrait du récépissé.
**Il en est de même pour l'ouverture d'un nouvel établissement**.

Article 3 – Les L'activités déclarées selon le mode **Prestataire**, et **Mandataire, sans limite de durée,** sont les suivantes, à l'exclusion de toute autre :

- Entretien de la maison et travaux ménagers,
- Petits travaux de jardinage, y compris les travaux de débroussaillage,
- Prestations de petit bricolage dites « hommes toutes mains »,
- Préparation des repas à domicile, y compris le temps passé aux commissions,
- Livraison de courses à domicile lorsque cette activité est incluse dans une offre de service d'assistance à domicile,
- Collecte et livraison à domicile de linge repassé lorsque cette activité est incluse dans une offre de service d'assistance à domicile,
- Assistance informatique et Internet à domicile,
- Assistance administrative à domicile,
  - Assistance aux autres personnes qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle à leur domicile, à l'exclusion d'actes de soins relevant d'actes médicaux ;
  - Accompagnement des personnes qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle dans leurs déplacements en dehors de leur domicile (promenades, transports, aide à la mobilité et au transport, actes de la vie courante) lorsque cette activité est incluse dans une offre de service d'assistance à domicile ;
  - Prestation de conduite du véhicule personnel de personnes qui ont besoin **temporairement** d'une aide personnelle du domicile au travail, sur le lieu de vacances, pour les démarches administratives lorsque cette activité est incluse dans une offre de service d'assistance à domicile.
- Téléassistance et visio assistance.

Article 4 – Ces activités, sous réserve d'être exercées par le déclarant **à titre exclusif,** et au ou à partir du domicile des particuliers, ouvrent droit au bénéfice des dispositions des articles L.7233-2 du code du travail et L. 241-10 du code de la sécurité sociale.

Article 5 – Le récépissé peut être retiré à la structure dans les conditions fixées aux articles R. 7232-20 à R. 7232-22 du code du travail.

Article 6 – Le présent récépissé sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Fait à Lille, le 7 juin 2021
Pour le préfet et par subdélégation
Le responsable du service Inclusion Lille,

Hugues VERSAEVEL

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction**
**de l'administration pénitentiaire**

**Direction interrégionale**
**Des services pénitentiaires de Lille**

Maison d'Arrêt de Douai
POLE ADMINISTRATIF

Douai, le 02 juin 2021

**Arrêté portant délégation de signature**

- Vu le code de procédure pénale, notamment ses article(s) R. 57-6-24 et R. 57-7-5 ;
- Vu l'article 1er du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date nommant **Monsieur DESARMAGNAC Grégory** en qualité de chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai à compter du 1er juin 2021

**Monsieur DESARMAGNAC Grégory**, chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai

**ARRETE** :

**Article 1er :** Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Madame PRINCE Karyne**, directrice, adjointe au chef d'établissement à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 2** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Madame DANIEL Marie**, directrice, directrice adjointe à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 3** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Monsieur BOURLET Patrick**, directeur technique à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 4** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Monsieur CHATELAIN Thierry**, attaché d'administration à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 5** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Monsieur LOCQUEGNIES Christophe**, CSP, chef de détention à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 6** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Monsieur DELFORCE Francis**, capitaine pénitentiaire, adjoint au chef de détention à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 7** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Monsieur BRASME Christophe**, lieutenant, responsable du service des agents à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 8** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Madame DAVESNE Nathalie**, lieutenant, responsable du quartier C à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 9** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Monsieur LEBAS Jérôme**, lieutenant, armurier à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 10** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Monsieur LEBEL Eric**, lieutenant, responsable de l'infrastructure à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 11** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Monsieur QUATTROCIOCCHI Jérôme**, lieutenant, responsable des parloirs à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 12** : Délégation permanente d'entrer dans l'armurerie est donnée à **Madame CHANTRY Carolle,** adjointe administrative à la maison d'arrêt de Douai.

**Article 13 :** Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département du Nord et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE * Maison d'Arrêt de Douai *

Le Chef d'établissement

**Grégory DESARMAGNAC**

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction**
**de l'administration pénitentiaire**

**Direction interrégionale**
**Des services pénitentiaires de Lille**

Maison d'Arrêt de Douai
POLE ADMINISTRATIF

Douai, le 02 juin 2021

**Arrêté portant délégation de signature**

- Vu le code de procédure pénale, notamment ses article(s) R. 57-6-24 et R. 57-7-5 ;
- Vu l'article 1er du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date nommant **Monsieur DESARMAGNAC Grégory** en qualité de chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai à compter du 1er juin 2021

**Monsieur DESARMAGNAC Grégory**, chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai

**ARRETE** :

**Article 1er :** Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur CHATELAIN Thierry**, attaché d'administration à la maison d'arrêt de Douai aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2 :** Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département du Nord et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le Chef d'établissement

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
Maison d'Arrêt de Douai

**Grégory DESARMAGNAC**

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction de l'administration pénitentiaire

Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Lille

Maison d'arrêt de Douai

**Décisions du Chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code de procédure pénale (R. 57-6-24 ; R. 57-7-5) et d'autres textes**

Abréviations :

RI = règlement intérieur type des établissements pénitentiaires annexé à l'article R. 57-6-18 du code de procédure pénale
CPP = code de procédure pénale

**Monsieur Grégory DESARMAGNAC, directeur des services pénitentiaires, Chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai, donne délégation de signature et de compétence, en application du code de procédure pénale (R. 57-6-24 ; R. 57-7-5) aux personnels désignés et pour les décisions prévues dans le tableau ci-dessous :**

| Décisions concernées | Articles du code de procédure pénale | Adjoint au chef d'établissement | Directeur des services pénitentiaires | Attaché d'administration | Chef de détention et adjoint | Autres personnels de commandement | Majors et premiers surveillants |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Visites de l'établissement** | | | | | | | |
| Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire | R. 57-6-24<br>D. 277 | X | X | | | | |
| Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité | R.57-4-11 | X | X | | | | |
| Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité | R. 57-4-12 | X | X | | | | |
| **Vie en détention et PEP** | | | | | | | |
| Elaborer et adapter le règlement intérieur type | R. 57-6-18 | X | | | | | |
| Elaborer le parcours d'exécution de la peine, définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés | 717-1 et<br>D. 92 | X | X | | X | X | |
| Désigner et convoquer les membres de la CPU | D. 90 | X | X | | | | |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule ordinaire | R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule de protection d'urgence (CProU) | R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | |
| Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule | D. 93 | X | X | X | X | X | X |
| Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue | D. 94 | X | X | X | X | X | X |
| Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'Unité sanitaire | D. 370 | X | X | X | X | X | |
| Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence) | Art 5 RI | X | X | X | X | X | |
| Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues | Art 34 RI | X | X | X | X | X | X |
| S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre | R. 57-8-6 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial | D. 493 | X | | | | | |
| Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI | D. 494 | X | | | | | |
| Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes | D. 222 | X | X | X | X | X | |
| **Mesures de contrôle et de sécurité** | | | | | | | |
| Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée | D. 294 | X | X | X | X | X | X |
| Donner tous renseignements utiles au préfet pour le mettre en mesure de prescrire l'escorte et la garde du détenu hospitalisé par les FSI et arrêter les mesures propres à éviter tout incident compte tenu de sa personnalité | D. 394 | X | X | X | X | X | X |
| Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfèrements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée | D. 308 | X | X | X | X | X | X |
| Utiliser les armes dans les locaux de détention | D. 267 | X | | | | | |
| Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 266 | X | X | X | X | | |
| Information immédiate des autorités visées à l'article D. 280 du CPP en cas d'incident grave touchant à l'ordre, à la disciplinaire, ou à la sécurité de l'établissement, ou en cas de survenance du décès d'une personne détenue | D. 280<br>D. 282 | X | X | X | X | X | |
| Envoi d'un rapport et aviser sans délai le Procureur de la République compétent en cas de constat d'un crime ou délit au sein de l'établissement pénitentiaire | D. 281 | X | X | X | X | X | |
| Information immédiate des services de police ou gendarme compétents en cas d'évasion | D. 283 | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion<br>Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité | Art 5 RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté | Art 10 RI | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 14-I RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | |
| Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue | Art 19-VII RI | X | X | | | | |
| Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 20 RI | X | X | X | X | X | X |
| Décider de procéder à la fouille des personnes détenues | R. 57-7-79<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu | R. 57-7-82 | X | X | X | X | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne | | | | | | | |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte | Art 7-III RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction | Art 7-III RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Détermination des horaires de ronde après le coucher et au cours de la nuit | D. 272 | X | X | X | X | X | X |
| **Discipline** | | | | | | | |
| Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs | R. 57-7-12 | X | X | X | X | X | X |
| Demander le retrait de l'habilitation d'un assesseur extérieur | D. 250 | X | | | | | |
| Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | R. 57-7-18 | X | X | X | X | X | X |
| Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle d'une personne détenue | R. 57-7-22 | X | X | X | X | X | X |
| Engager des poursuites disciplinaires | R. 57-7-15 | X | X | X | X | X | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-25 | X | X | X | X | X | X |
| Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline | R. 57-7-8 | X | X | | X | | |
| Présider la commission de discipline | R. 57-7-6 | X | X | | X | | |
| Prononcer des sanctions disciplinaires | R. 57-7-7 | X | X | | X | | |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | R. 57-7-49<br>à R. 57-7-59 | X | X | | X | | |
| Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire | R. 57-7-60 | X | X | X | X | | |
| **Isolement** | | | | | | | |
| Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence | R. 57-7-65 | X | X | X | X | | |
| Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure | R. 57-7-66<br>R. 57-7-70<br>R. 57-7-74 | X | X | | | | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-64 | X | X | X | X | X | X |
| Lever la mesure d'isolement | R. 57-7-72<br>R. 57-7-76 | X | X | | | | |
| Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de | R. 57-7-64 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| la compétence de la DISP ou du ministre de la justice | R. 57-7-70 | | | | | | |
| Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-67<br>R. 57-7-68<br>R. 57-7-70 | X | X | X | X | X | |
| Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 57-7-64 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 57-7-62 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 57-7-62 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention | Art 7-I RI | X | X | | | | |
| **Gestion du patrimoine des personnes détenues** | | | | | | | |
| Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | Art 14-II RI | X | X | X | | | |
| Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | Art 24-III RI | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses | Art 24-III RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir | D. 122 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération | D. 324 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 330 | X | X | | | | |
| Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention | D. 332 | X | X | X | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue | D. 332-1 | X | X | X | X | | |
| **Achats** | | | | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | Art 19-IV RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | Art 19-VII RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine<br>Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine | Art 25 RI | X | X | X | X | | |
| Fixer les prix pratiqués en cantine | D. 344 | X | X | X | | | |
| **Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire** | | | | | | | |
| Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison | Art 33 RI | X | X | | | | |
| Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 473 | X | | | | | |
| Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP | R. 57-6-14 | X | | | | | |
| Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI | R. 57-6-16 | X | | | | | |
| Signer le protocole relatif aux modalités d'intervention de l'établissement public de santé | D. 369 | X | | | | | |
| Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CPP ou au règlement intérieur | D. 388 | X | | | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation | D. 389 | X | X | X | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 390 | X | X | X | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 390-1 | X | X | X | | | |
| Informer le directeur de l'établissement de santé des dispositions utiles à prendre en cas d'hospitalisation d'une personne détenue | D. 394 | X | X | X | | | |
| Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les personnes détenues | D. 446 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Organisation de l'assistance spirituelle** | | | | | | | |
| Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | R. 57-9-5 | X | X | | | | |
| Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | R. 57-9-6 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle | R. 57-9-7 | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches | D. 439-4 | X | X | | | | |
| **Visites, correspondance, téléphone** | | | | | | | |
| Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 57-6-5 | R. 57-6-5 | X | X | | | | |
| Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat | R. 57-8-10 | X | X | | | | |
| Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire. | R. 57-8-11 | X | X | X | X | X | |
| Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés | R. 57-8-12<br>R.57-7-46 | X | X | X | X | | |
| Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale | R. 57-8-13<br>R. 57-8-14 | X | X | | X | X | |
| Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 57-8-19 | X | X | | | | |
| Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée<br>Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue *(pour les personnes condamnées)* | R. 57-8-23 | X | X | | | | |
| **Entrée et sortie d'objets** | | | | | | | |
| Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue | Art 19-III, 3° RI | X | X | | X | X | |
| Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | Art 32-I RI | X | X | | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | Art 32-II, 3° et 4° RI | X | X | | X | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D. 274 | X | X | | X | | |
| **Activités, enseignement, travail, consultations** | | | | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle | Art 16 RI | X | X | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement | Art 17 RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 436-3 | X | X | | | | |
| Signer l'acte d'engagement relatif à l'activité professionnelle des personnes détenues et signer la charte d'accompagnement détaillant la mise en œuvre de l'accompagnement socioprofessionnel dans le cadre de l'insertion par l'activité économique | R. 57-9-2 | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour son propre compte | 718<br>D. 432-3 | X | | | | | |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour des associations | D. 432-3 | X | | | | | |
| Suspendre une personne détenue de son emploi en cas d'insuffisance professionnelle | D. 432-4 | X | X | X | X | X | X |
| Déclasser une personne détenue de son emploi en cas d'insuffisance professionnelle | D. 432-4 | X | X | X | X | X | |
| Autoriser une personne extérieure à animer une activité<br>Définir la liste des personnes détenues participant à cette activité, en lien avec le SPIP et l'animateur | D. 446 | X | X | | | | |
| Information des personnes détenues et des membres du personnel des résultats des consultations et des décisions prises pour l'organisation des activités | R. 57-9-2-3 | X | X | X | X | X | |
| Communication annuelle au conseil d'évaluation d'un rapport sur l'organisation et les résultats de ces consultations | R. 57-9-2-4 | X | | | | | |
| Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement | R. 57-9-2-5 | X | X | | | | |
| Signer les contrats d'implantation de structures d'insertion par l'activité économique à l'intérieur de l'établissement | D. 433-2 | X | | | | | |
| **Administratif** | | | | | | | |
| Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature | D. 154 | X | X | | | | |
| Représentation de la direction à la commission de l'application des peines | D. 49-28 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles** | | | | | | | |
| Modifier les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, avec l'accord préalable du JI et lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle | 142-9<br>D. 32-17 | X | X | | | | |
| Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention | 721 | X | X | | | | |
| Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat | 723-3<br>D. 142-3-1 | X | X | | | | |
| Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire | 723-3<br>D. 142 | X | X | | | | |
| Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'inobservation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident | D. 124 | X | X | X | X | | |
| Accorder une concession pour une durée égale ou inférieure à 3 mois ou concernant un effectif égal ou inférieur à 5 personnes détenues bénéficiant d'une mesure de placement extérieur | D. 133 | X | | | | | |
| Donner son avis au DSPIP lorsque le JAP a prévu dans son ordonnance que la fixation de la date et des modalités d'exécution d'une PS accordée en vue de la préparation de la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné seront fixées par le DSPIP | D. 144 | X | X | | | | |
| Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire. | D. 147-12 | X | X | | | | |
| **Gestion des greffes** | | | | | | | |
| Habiliter les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d' écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée | 706-25-9 | X | | | | | |
| Habiliter spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information | 706-53-7 | X | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée | | | | | | | |
| Habiliter les agents du greffe pour interroger le FIJAIT par un système de communication électronique sécurisé | R. 50-51 | X | | | | | |
| **Régie des comptes nominatifs** | | | | | | | |
| Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement | R. 57-7-88 | X | | X | | | |
| Autoriser le prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues | R. 57-7-90 | X | | X | | | |
| **Ressources humaines** | | | | | | | |
| Déterminer les modalités d'organisation du service des agents | D. 276 | X | X | X | X | | |
| Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures. | D. 373 | X | | | | | |
| **GENESIS** | | | | | | | |
| Désigner individuellement et habiliter spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions | R. 57-9-22 | X | | X | | | |

Version mise à jour le 1er juin 2021

Grégory DESARMAGNAC,
chef d'établissement

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction**
**de l'administration pénitentiaire**

**Direction interrégionale**
**Des services pénitentiaires de Lille**

Maison d'Arrêt de Douai
POLE ADMINISTRATIF

Douai, le 02 juin 2021

**Arrêté portant délégation de signature**

- Vu le code de procédure pénale, notamment ses article(s) R. 57-6-24 et R. 57-7-5 ;
- Vu l'article 1er du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice nommant **Monsieur DESARMAGNAC Grégory** en qualité de chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai à compter du 1er juin 2021

**Monsieur DESARMAGNAC Grégory**, chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai

**ARRETE** :

**Article 1er :** Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur LOCQUEGNIES Christophe**, CSP, chef de détention à la maison d'arrêt de Douai aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur DELFORCE Francis**, capitaine pénitentiaire, adjoint au chef de détention à la maison d'arrêt de Douai, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3 :** Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département du Nord et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le Chef d'établissement

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
Maison d'Arrêt de Douai

**Grégory DESARMAGNAC**

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction de l'administration pénitentiaire

Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Lille

Maison d'arrêt de Douai

**Décisions du Chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code de procédure pénale (R. 57-6-24 ; R. 57-7-5) et d'autres textes**

Abréviations :

RI = règlement intérieur type des établissements pénitentiaires annexé à l'article R. 57-6-18 du code de procédure pénale
CPP = code de procédure pénale

**Monsieur Grégory DESARMAGNAC, directeur des services pénitentiaires, Chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai, donne délégation de signature et de compétence, en application du code de procédure pénale (R. 57-6-24 ; R. 57-7-5) aux personnels désignés et pour les décisions prévues dans le tableau ci-dessous :**

| Décisions concernées | Articles du code de procédure pénale | Adjoint au chef d'établissement | Directeur des services pénitentiaires | Attaché d'administration | Chef de détention et adjoint | Autres personnels de commandement | Majors et premiers surveillants |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Visites de l'établissement** | | | | | | | |
| Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire | R. 57-6-24<br>D. 277 | X | X | | | | |
| Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité | R.57-4-11 | X | X | | | | |
| Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité | R. 57-4-12 | X | X | | | | |
| **Vie en détention et PEP** | | | | | | | |
| Elaborer et adapter le règlement intérieur type | R. 57-6-18 | X | | | | | |
| Elaborer le parcours d'exécution de la peine, définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés | 717-1 et<br>D. 92 | X | X | | X | X | |
| Désigner et convoquer les membres de la CPU | D. 90 | X | X | | | | |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule ordinaire | R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule de protection d'urgence (CProU) | R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | |
| Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule | D. 93 | X | X | X | X | X | X |
| Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue | D. 94 | X | X | X | X | X | X |
| Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'Unité sanitaire | D. 370 | X | X | X | X | X | |
| Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence) | Art 5 RI | X | X | X | X | X | |
| Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues | Art 34 RI | X | X | X | X | X | X |
| S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre | R. 57-8-6 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial | D. 493 | X | | | | | |
| Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI | D. 494 | X | | | | | |
| Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes | D. 222 | X | X | X | X | X | |
| **Mesures de contrôle et de sécurité** | | | | | | | |
| Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée | D. 294 | X | X | X | X | X | X |
| Donner tous renseignements utiles au préfet pour le mettre en mesure de prescrire l'escorte et la garde du détenu hospitalisé par les FSI et arrêter les mesures propres à éviter tout incident compte tenu de sa personnalité | D. 394 | X | X | X | X | X | X |
| Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfèrements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée | D. 308 | X | X | X | X | X | X |
| Utiliser les armes dans les locaux de détention | D. 267 | X | | | | | |
| Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 266 | X | X | X | X | | |
| Information immédiate des autorités visées à l'article D. 280 du CPP en cas d'incident grave touchant à l'ordre, à la disciplinaire, ou à la sécurité de l'établissement, ou en cas de survenance du décès d'une personne détenue | D. 280<br>D. 282 | X | X | X | X | X | |
| Envoi d'un rapport et aviser sans délai le Procureur de la République compétent en cas de constat d'un crime ou délit au sein de l'établissement pénitentiaire | D. 281 | X | X | X | X | X | |
| Information immédiate des services de police ou gendarme compétents en cas d'évasion | D. 283 | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion<br>Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité | Art 5 RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté | Art 10 RI | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 14-I RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | |
| Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue | Art 19-VII RI | X | X | | | | |
| Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 20 RI | X | X | X | X | X | X |
| Décider de procéder à la fouille des personnes détenues | R. 57-7-79<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu | R. 57-7-82 | X | X | X | X | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne | | | | | | | |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte | Art 7-III RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction | Art 7-III RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Détermination des horaires de ronde après le coucher et au cours de la nuit | D. 272 | X | X | X | X | X | X |
| **Discipline** | | | | | | | |
| Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs | R. 57-7-12 | X | X | X | X | X | X |
| Demander le retrait de l'habilitation d'un assesseur extérieur | D. 250 | X | | | | | |
| Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | R. 57-7-18 | X | X | X | X | X | X |
| Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle d'une personne détenue | R. 57-7-22 | X | X | X | X | X | X |
| Engager des poursuites disciplinaires | R. 57-7-15 | X | X | X | X | X | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-25 | X | X | X | X | X | X |
| Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline | R. 57-7-8 | X | X | | X | | |
| Présider la commission de discipline | R. 57-7-6 | X | X | | X | | |
| Prononcer des sanctions disciplinaires | R. 57-7-7 | X | X | | X | | |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | R. 57-7-49<br>à R. 57-7-59 | X | X | | X | | |
| Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire | R. 57-7-60 | X | X | X | X | | |
| **Isolement** | | | | | | | |
| Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence | R. 57-7-65 | X | X | X | X | | |
| Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure | R. 57-7-66<br>R. 57-7-70<br>R. 57-7-74 | X | X | | | | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-64 | X | X | X | X | X | X |
| Lever la mesure d'isolement | R. 57-7-72<br>R. 57-7-76 | X | X | | | | |
| Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de | R. 57-7-64 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| la compétence de la DISP ou du ministre de la justice | R. 57-7-70 | | | | | | |
| Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-67<br>R. 57-7-68<br>R. 57-7-70 | X | X | X | X | X | |
| Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 57-7-64 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 57-7-62 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 57-7-62 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention | Art 7-I RI | X | X | | | | |
| **Gestion du patrimoine des personnes détenues** | | | | | | | |
| Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | Art 14-II RI | X | X | X | | | |
| Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | Art 24-III RI | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses | Art 24-III RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir | D. 122 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération | D. 324 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 330 | X | X | | | | |
| Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention | D. 332 | X | X | X | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue | D. 332-1 | X | X | X | X | | |
| **Achats** | | | | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | Art 19-IV RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | Art 19-VII RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine<br>Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine | Art 25 RI | X | X | X | X | | |
| Fixer les prix pratiqués en cantine | D. 344 | X | X | X | | | |
| **Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire** | | | | | | | |
| Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison | Art 33 RI | X | X | | | | |
| Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 473 | X | | | | | |
| Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP | R. 57-6-14 | X | | | | | |
| Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI | R. 57-6-16 | X | | | | | |
| Signer le protocole relatif aux modalités d'intervention de l'établissement public de santé | D. 369 | X | | | | | |
| Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CPP ou au règlement intérieur | D. 388 | X | | | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation | D. 389 | X | X | X | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 390 | X | X | X | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 390-1 | X | X | X | | | |
| Informer le directeur de l'établissement de santé des dispositions utiles à prendre en cas d'hospitalisation d'une personne détenue | D. 394 | X | X | X | | | |
| Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les personnes détenues | D. 446 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Organisation de l'assistance spirituelle** | | | | | | | |
| Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | R. 57-9-5 | X | X | | | | |
| Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | R. 57-9-6 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle | R. 57-9-7 | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches | D. 439-4 | X | X | | | | |
| **Visites, correspondance, téléphone** | | | | | | | |
| Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 57-6-5 | R. 57-6-5 | X | X | | | | |
| Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat | R. 57-8-10 | X | X | | | | |
| Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire. | R. 57-8-11 | X | X | X | X | X | |
| Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés | R. 57-8-12<br>R.57-7-46 | X | X | X | X | | |
| Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale | R. 57-8-13<br>R. 57-8-14 | X | X | | X | X | |
| Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 57-8-19 | X | X | | | | |
| Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée<br>Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue *(pour les personnes condamnées)* | R. 57-8-23 | X | X | | | | |
| **Entrée et sortie d'objets** | | | | | | | |
| Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue | Art 19-III, 3° RI | X | X | | X | X | |
| Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | Art 32-I RI | X | X | | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | Art 32-II, 3° et 4° RI | X | X | | X | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D. 274 | X | X | | X | | |
| **Activités, enseignement, travail, consultations** | | | | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle | Art 16 RI | X | X | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement | Art 17 RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 436-3 | X | X | | | | |
| Signer l'acte d'engagement relatif à l'activité professionnelle des personnes détenues et signer la charte d'accompagnement détaillant la mise en œuvre de l'accompagnement socioprofessionnel dans le cadre de l'insertion par l'activité économique | R. 57-9-2 | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour son propre compte | 718<br>D. 432-3 | X | | | | | |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour des associations | D. 432-3 | X | | | | | |
| Suspendre une personne détenue de son emploi en cas d'insuffisance professionnelle | D. 432-4 | X | X | X | X | X | X |
| Déclasser une personne détenue de son emploi en cas d'insuffisance professionnelle | D. 432-4 | X | X | X | X | X | |
| Autoriser une personne extérieure à animer une activité<br>Définir la liste des personnes détenues participant à cette activité, en lien avec le SPIP et l'animateur | D. 446 | X | X | | | | |
| Information des personnes détenues et des membres du personnel des résultats des consultations et des décisions prises pour l'organisation des activités | R. 57-9-2-3 | X | X | X | X | X | |
| Communication annuelle au conseil d'évaluation d'un rapport sur l'organisation et les résultats de ces consultations | R. 57-9-2-4 | X | | | | | |
| Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement | R. 57-9-2-5 | X | X | | | | |
| Signer les contrats d'implantation de structures d'insertion par l'activité économique à l'intérieur de l'établissement | D. 433-2 | X | | | | | |
| **Administratif** | | | | | | | |
| Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature | D. 154 | X | X | | | | |
| Représentation de la direction à la commission de l'application des peines | D. 49-28 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles** | | | | | | | |
| Modifier les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, avec l'accord préalable du JI et lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle | 142-9<br>D. 32-17 | X | X | | | | |
| Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention | 721 | X | X | | | | |
| Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat | 723-3<br>D. 142-3-1 | X | X | | | | |
| Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire | 723-3<br>D. 142 | X | X | | | | |
| Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'inobservation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident | D. 124 | X | X | X | X | | |
| Accorder une concession pour une durée égale ou inférieure à 3 mois ou concernant un effectif égal ou inférieur à 5 personnes détenues bénéficiant d'une mesure de placement extérieur | D. 133 | X | | | | | |
| Donner son avis au DSPIP lorsque le JAP a prévu dans son ordonnance que la fixation de la date et des modalités d'exécution d'une PS accordée en vue de la préparation de la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné seront fixées par le DSPIP | D. 144 | X | X | | | | |
| Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire. | D. 147-12 | X | X | | | | |
| **Gestion des greffes** | | | | | | | |
| Habiliter les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d' écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée | 706-25-9 | X | | | | | |
| Habiliter spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information | 706-53-7 | X | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée | | | | | | | |
| Habiliter les agents du greffe pour interroger le FIJAIT par un système de communication électronique sécurisé | R. 50-51 | X | | | | | |
| **Régie des comptes nominatifs** | | | | | | | |
| Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement | R. 57-7-88 | X | | X | | | |
| Autoriser le prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues | R. 57-7-90 | X | | X | | | |
| **Ressources humaines** | | | | | | | |
| Déterminer les modalités d'organisation du service des agents | D. 276 | X | X | X | X | | |
| Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures. | D. 373 | X | | | | | |
| **GENESIS** | | | | | | | |
| Désigner individuellement et habiliter spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions | R. 57-9-22 | X | | X | | | |

Version mise à jour le 1er juin 2021

Grégory DESARMAGNAC,
chef d'établissement

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction**
**de l'administration pénitentiaire**

**Direction interrégionale**
**Des services pénitentiaires de Lille**

Maison d'Arrêt de Douai
POLE ADMINISTRATIF

Douai, le 02 juin 2021

**Arrêté portant délégation de signature**

- Vu le code de procédure pénale, notamment ses article(s) R. 57-6-24 et R. 57-7-5 ;
- Vu l'article 1er du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice nommant **Monsieur DESARMAGNAC Grégory** en qualité de chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai à compter du 1er juin 2021.

**Monsieur DESARMAGNAC Grégory**, chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai

**ARRETE** :

**Article 1er :** Délégation permanente de signature est donnée à **Madame PRINCE Karyne**, directrice, adjointe au chef d'établissement à la maison d'arrêt de Douai aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2** : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame DANIEL Marie**, directrice, directrice adjointe à la maison d'arrêt de Douai, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3 :** Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département du Nord et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le Chef d'établissement

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ★ Maison d'Arrêt de Douai ★

**Grégory DESARMAGNAC**

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction de l'administration pénitentiaire

Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Lille

Maison d'arrêt de Douai

**Décisions du Chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code de procédure pénale (R. 57-6-24 ; R. 57-7-5) et d'autres textes**

Abréviations :

RI = règlement intérieur type des établissements pénitentiaires annexé à l'article R. 57-6-18 du code de procédure pénale
CPP = code de procédure pénale

**Monsieur Grégory DESARMAGNAC, directeur des services pénitentiaires, Chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai, donne délégation de signature et de compétence, en application du code de procédure pénale (R. 57-6-24 ; R. 57-7-5) aux personnels désignés et pour les décisions prévues dans le tableau ci-dessous :**

| Décisions concernées | Articles du code de procédure pénale | Adjoint au chef d'établissement | Directeur des services pénitentiaires | Attaché d'administration | Chef de détention et adjoint | Autres personnels de commandement | Majors et premiers surveillants |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Visites de l'établissement** | | | | | | | |
| Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire | R. 57-6-24<br>D. 277 | X | X | | | | |
| Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité | R.57-4-11 | X | X | | | | |
| Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité | R. 57-4-12 | X | X | | | | |
| **Vie en détention et PEP** | | | | | | | |
| Elaborer et adapter le règlement intérieur type | R. 57-6-18 | X | | | | | |
| Elaborer le parcours d'exécution de la peine, définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés | 717-1 et<br>D. 92 | X | X | | X | X | |
| Désigner et convoquer les membres de la CPU | D. 90 | X | X | | | | |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule ordinaire | R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule de protection d'urgence (CProU) | R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | |
| Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule | D. 93 | X | X | X | X | X | X |
| Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue | D. 94 | X | X | X | X | X | X |
| Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'Unité sanitaire | D. 370 | X | X | X | X | X | |
| Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence) | Art 5 RI | X | X | X | X | X | |
| Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues | Art 34 RI | X | X | X | X | X | X |
| S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre | R. 57-8-6 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial | D. 493 | X | | | | | |
| Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI | D. 494 | X | | | | | |
| Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes | D. 222 | X | X | X | X | X | |
| **Mesures de contrôle et de sécurité** | | | | | | | |
| Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée | D. 294 | X | X | X | X | X | X |
| Donner tous renseignements utiles au préfet pour le mettre en mesure de prescrire l'escorte et la garde du détenu hospitalisé par les FSI et arrêter les mesures propres à éviter tout incident compte tenu de sa personnalité | D. 394 | X | X | X | X | X | X |
| Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfèrements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée | D. 308 | X | X | X | X | X | X |
| Utiliser les armes dans les locaux de détention | D. 267 | X | | | | | |
| Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 266 | X | X | X | X | | |
| Information immédiate des autorités visées à l'article D. 280 du CPP en cas d'incident grave touchant à l'ordre, à la disciplinaire, ou à la sécurité de l'établissement, ou en cas de survenance du décès d'une personne détenue | D. 280<br>D. 282 | X | X | X | X | X | |
| Envoi d'un rapport et aviser sans délai le Procureur de la République compétent en cas de constat d'un crime ou délit au sein de l'établissement pénitentiaire | D. 281 | X | X | X | X | X | |
| Information immédiate des services de police ou gendarme compétents en cas d'évasion | D. 283 | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion<br>Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité | Art 5 RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté | Art 10 RI | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 14-I RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | |
| Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue | Art 19-VII RI | X | X | | | | |
| Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 20 RI | X | X | X | X | X | X |
| Décider de procéder à la fouille des personnes détenues | R. 57-7-79<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu | R. 57-7-82 | X | X | X | X | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne | | | | | | | |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte | Art 7-III RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction | Art 7-III RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Détermination des horaires de ronde après le coucher et au cours de la nuit | D. 272 | X | X | X | X | X | X |
| **Discipline** | | | | | | | |
| Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs | R. 57-7-12 | X | X | X | X | X | X |
| Demander le retrait de l'habilitation d'un assesseur extérieur | D. 250 | X | | | | | |
| Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | R. 57-7-18 | X | X | X | X | X | X |
| Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle d'une personne détenue | R. 57-7-22 | X | X | X | X | X | X |
| Engager des poursuites disciplinaires | R. 57-7-15 | X | X | X | X | X | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-25 | X | X | X | X | X | X |
| Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline | R. 57-7-8 | X | X | | X | | |
| Présider la commission de discipline | R. 57-7-6 | X | X | | X | | |
| Prononcer des sanctions disciplinaires | R. 57-7-7 | X | X | | X | | |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | R. 57-7-49<br>à R. 57-7-59 | X | X | | X | | |
| Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire | R. 57-7-60 | X | X | X | X | | |
| **Isolement** | | | | | | | |
| Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence | R. 57-7-65 | X | X | X | X | | |
| Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure | R. 57-7-66<br>R. 57-7-70<br>R. 57-7-74 | X | X | | | | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-64 | X | X | X | X | X | X |
| Lever la mesure d'isolement | R. 57-7-72<br>R. 57-7-76 | X | X | | | | |
| Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de | R. 57-7-64 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| la compétence de la DISP ou du ministre de la justice | R. 57-7-70 | | | | | | |
| Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-67<br>R. 57-7-68<br>R. 57-7-70 | X | X | X | X | X | |
| Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 57-7-64 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 57-7-62 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 57-7-62 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention | Art 7-I RI | X | X | | | | |
| **Gestion du patrimoine des personnes détenues** | | | | | | | |
| Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | Art 14-II RI | X | X | X | | | |
| Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | Art 24-III RI | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses | Art 24-III RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir | D. 122 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération | D. 324 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 330 | X | X | | | | |
| Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention | D. 332 | X | X | X | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue | D. 332-1 | X | X | X | X | | |
| **Achats** | | | | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | Art 19-IV RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | Art 19-VII RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine<br>Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine | Art 25 RI | X | X | X | X | | |
| Fixer les prix pratiqués en cantine | D. 344 | X | X | X | | | |
| **Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire** | | | | | | | |
| Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison | Art 33 RI | X | X | | | | |
| Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 473 | X | | | | | |
| Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP | R. 57-6-14 | X | | | | | |
| Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI | R. 57-6-16 | X | | | | | |
| Signer le protocole relatif aux modalités d'intervention de l'établissement public de santé | D. 369 | X | | | | | |
| Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CPP ou au règlement intérieur | D. 388 | X | | | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation | D. 389 | X | X | X | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 390 | X | X | X | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 390-1 | X | X | X | | | |
| Informer le directeur de l'établissement de santé des dispositions utiles à prendre en cas d'hospitalisation d'une personne détenue | D. 394 | X | X | X | | | |
| Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les personnes détenues | D. 446 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Organisation de l'assistance spirituelle** | | | | | | | |
| Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | R. 57-9-5 | X | X | | | | |
| Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | R. 57-9-6 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle | R. 57-9-7 | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches | D. 439-4 | X | X | | | | |
| **Visites, correspondance, téléphone** | | | | | | | |
| Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 57-6-5 | R. 57-6-5 | X | X | | | | |
| Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat | R. 57-8-10 | X | X | | | | |
| Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire. | R. 57-8-11 | X | X | X | X | X | |
| Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés | R. 57-8-12<br>R.57-7-46 | X | X | X | X | | |
| Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale | R. 57-8-13<br>R. 57-8-14 | X | X | | X | X | |
| Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 57-8-19 | X | X | | | | |
| Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée<br>Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue *(pour les personnes condamnées)* | R. 57-8-23 | X | X | | | | |
| **Entrée et sortie d'objets** | | | | | | | |
| Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue | Art 19-III, 3° RI | X | X | | X | X | |
| Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | Art 32-I RI | X | X | | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | Art 32-II, 3° et 4° RI | X | X | | X | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D. 274 | X | X | | X | | |
| **Activités, enseignement, travail, consultations** | | | | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle | Art 16 RI | X | X | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement | Art 17 RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 436-3 | X | X | | | | |
| Signer l'acte d'engagement relatif à l'activité professionnelle des personnes détenues et signer la charte d'accompagnement détaillant la mise en œuvre de l'accompagnement socioprofessionnel dans le cadre de l'insertion par l'activité économique | R. 57-9-2 | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour son propre compte | 718<br>D. 432-3 | X | | | | | |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour des associations | D. 432-3 | X | | | | | |
| Suspendre une personne détenue de son emploi en cas d'insuffisance professionnelle | D. 432-4 | X | X | X | X | X | X |
| Déclasser une personne détenue de son emploi en cas d'insuffisance professionnelle | D. 432-4 | X | X | X | X | X | |
| Autoriser une personne extérieure à animer une activité<br>Définir la liste des personnes détenues participant à cette activité, en lien avec le SPIP et l'animateur | D. 446 | X | X | | | | |
| Information des personnes détenues et des membres du personnel des résultats des consultations et des décisions prises pour l'organisation des activités | R. 57-9-2-3 | X | X | X | X | X | |
| Communication annuelle au conseil d'évaluation d'un rapport sur l'organisation et les résultats de ces consultations | R. 57-9-2-4 | X | | | | | |
| Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement | R. 57-9-2-5 | X | X | | | | |
| Signer les contrats d'implantation de structures d'insertion par l'activité économique à l'intérieur de l'établissement | D. 433-2 | X | | | | | |
| **Administratif** | | | | | | | |
| Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature | D. 154 | X | X | | | | |
| Représentation de la direction à la commission de l'application des peines | D. 49-28 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles** | | | | | | | |
| Modifier les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, avec l'accord préalable du JI et lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle | 142-9<br>D. 32-17 | X | X | | | | |
| Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention | 721 | X | X | | | | |
| Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat | 723-3<br>D. 142-3-1 | X | X | | | | |
| Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire | 723-3<br>D. 142 | X | X | | | | |
| Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'inobservation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident | D. 124 | X | X | X | X | | |
| Accorder une concession pour une durée égale ou inférieure à 3 mois ou concernant un effectif égal ou inférieur à 5 personnes détenues bénéficiant d'une mesure de placement extérieur | D. 133 | X | | | | | |
| Donner son avis au DSPIP lorsque le JAP a prévu dans son ordonnance que la fixation de la date et des modalités d'exécution d'une PS accordée en vue de la préparation de la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné seront fixées par le DSPIP | D. 144 | X | X | | | | |
| Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire. | D. 147-12 | X | X | | | | |
| **Gestion des greffes** | | | | | | | |
| Habiliter les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d' écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée | 706-25-9 | X | | | | | |
| Habiliter spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information | 706-53-7 | X | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée | | | | | | | |
| Habiliter les agents du greffe pour interroger le FIJAIT par un système de communication électronique sécurisé | R. 50-51 | X | | | | | |
| **Régie des comptes nominatifs** | | | | | | | |
| Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement | R. 57-7-88 | X | | X | | | |
| Autoriser le prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues | R. 57-7-90 | X | | X | | | |
| **Ressources humaines** | | | | | | | |
| Déterminer les modalités d'organisation du service des agents | D. 276 | X | X | X | X | | |
| Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures. | D. 373 | X | | | | | |
| **GENESIS** | | | | | | | |
| Désigner individuellement et habiliter spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions | R. 57-9-22 | X | | X | | | |

Version mise à jour le 1er juin 2021

Grégory DESARMAGNAC,
chef d'établissement

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction**
**de l'administration pénitentiaire**

**Direction interrégionale**
**Des services pénitentiaires de Lille**

Maison d'Arrêt de Douai
POLE ADMINISTRATIF

Douai, le 02 juin 2021

**Arrêté portant délégation de signature**

- Vu le code de procédure pénale, notamment ses article(s) R. 57-6-24 et R. 57-7-5 ;
- Vu l'article 1er du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice en date nommant **Monsieur DESARMAGNAC Grégory** en qualité de chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai à compter du 1er juin 2021

**Monsieur DESARMAGNAC Grégory**, chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai

**ARRETE** :

**Article 1er :** Délégation portant habilitation afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée (art 706-53-7) est donnée à **Monsieur TABARY olivier**, secrétaire administratif, responsable du greffe

**Article 2** : Délégation portant habilitation afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée (art 706-53-7) est donnée à **Madame ROUSSELLE Estelle**, adjointe administrative, adjointe au responsable du greffe

**Article 3** : Délégation portant habilitation afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée (art 706-53-7) est donnée à **Monsieur KIRCHNER Freddy**, adjoint administratif, agent greffe

**Article 4** : Délégation portant habilitation afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée (art 706-53-7) est donnée à **Madame MARLIER Stéphanie**, adjointe administrative, agent greffe

**Article 5** : Délégation portant habilitation afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée (art 706-53-7) est donnée à **Madame SZYMONIK Typhanie**, adjointe administrative, agent greffe

**Article 6** : Délégation portant habilitation afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée (art 706-53-7) est donnée à **Monsieur LECOMTE Luc**, surveillant brigadier, agent greffe

**Article 7** : Délégation portant habilitation afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée (art 706-53-7) est donnée à **Monsieur LECOUVEZ Arnaud**, surveillant brigadier, agent greffe

**Article 8** : Délégation portant habilitation afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée (art 706-53-7) est donnée à **Monsieur MARTINACHE Pierre**, surveillant brigadier, agent écrou

**Article 9** : Délégation portant habilitation afin d'accéder au FIJAIS et d'enregistrer les dates d'écrou, de libération et l'adresse déclarée de la personne libérée (art 706-53-7) est donnée à **Monsieur VAUGRAND Thomas**, surveillant brigadier, agent écrou

**Article 10 :** Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département du Nord et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le Chef d'établissement

**Grégory DESARMAGNAC**

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ★ Maison d'Arrêt de Douai

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction**
**de l'administration pénitentiaire**

**Direction interrégionale**
**Des services pénitentiaires de Lille**

Maison d'Arrêt de Douai

POLE ADMINISTRATIF

Douai, le 02 juin 2021

**Arrêté portant délégation de signature**

- Vu le code de procédure pénale, notamment ses article(s) R. 57-6-24 et R. 57-7-5 ;
- Vu l'article 1er du décret n° 2019-1427 du 23 décembre 2019 ;
- Vu l'arrêté du ministre de la justice nommant **Monsieur DESARMAGNAC Grégory** en qualité de chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai à compter du 1er juin 2021.

**Monsieur DESARMAGNAC Grégory**, chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai

**ARRETE** :

**Article 1er** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur BRASME Christophe**, lieutenant pénitentiaire à la maison d'arrêt de Douai aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 2** : Délégation permanente de signature est donnée à **Madame DAVESNE Nathalie**, lieutenant pénitentiaire à la maison d'arrêt de Douai, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 3** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur LEBAS Jérôme**, lieutenant pénitentiaire à la maison d'arrêt de Douai aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 4** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur LEBEL Eric**, lieutenant pénitentiaire à la maison d'arrêt de Douai aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 5** : Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur LHEUREUX Stéphane**, capitaine pénitentiaire à la maison d'arrêt de Douai, aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 6 :** Délégation permanente de signature est donnée à **Monsieur QUATTROCIOCHI Jérôme**, lieutenant pénitentiaire à la maison d'arrêt de Douai aux fins de signer tout arrêté, décision, acte, document, correspondance se rapportant à l'exercice des attributions visées dans le tableau ci-joint.

**Article 7 :** Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs du département du Nord et affiché au sein de l'établissement pénitentiaire.

Le Chef d'établissement

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ★ Maison d'Arrêt de Douai ★

**Grégory DESARMAGNAC**

MINISTÈRE
DE LA JUSTICE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction de l'administration pénitentiaire

Direction interrégionale
des services pénitentiaires de Lille

Maison d'arrêt de Douai

**Décisions du Chef d'établissement pouvant faire l'objet d'une délégation de signature en vertu des dispositions du code de procédure pénale (R. 57-6-24 ; R. 57-7-5) et d'autres textes**

Abréviations :

RI = règlement intérieur type des établissements pénitentiaires annexé à l'article R. 57-6-18 du code de procédure pénale
CPP = code de procédure pénale

**Monsieur Grégory DESARMAGNAC, directeur des services pénitentiaires, Chef d'établissement de la maison d'arrêt de Douai, donne délégation de signature et de compétence, en application du code de procédure pénale (R. 57-6-24 ; R. 57-7-5) aux personnels désignés et pour les décisions prévues dans le tableau ci-dessous :**

| Décisions concernées | Articles du code de procédure pénale | Adjoint au chef d'établissement | Directeur des services pénitentiaires | Attaché d'administration | Chef de détention et adjoint | Autres personnels de commandement | Majors et premiers surveillants |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Visites de l'établissement** | | | | | | | |
| Autoriser les visites de l'établissement pénitentiaire | R. 57-6-24<br>D. 277 | X | X | | | | |
| Opposer un refus à l'entrée des journalistes accompagnant les parlementaires visitant l'établissement et décider de mettre fin à tout moment à leur visite pour des motifs de sécurité | R.57-4-11 | X | X | | | | |
| Déterminer la zone interdite à la prise de son et d'image par les journalistes accompagnant la visite des parlementaires pour des motifs tenant au bon ordre et à la sécurité | R. 57-4-12 | X | X | | | | |
| **Vie en détention et PEP** | | | | | | | |
| Elaborer et adapter le règlement intérieur type | R. 57-6-18 | X | | | | | |
| Elaborer le parcours d'exécution de la peine, définir des modalités de prise en charge individualisées et prendre les décisions de placement dans des régimes de détention différenciés | 717-1 et<br>D. 92 | X | X | | X | X | |
| Désigner et convoquer les membres de la CPU | D. 90 | X | X | | | | |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule ordinaire | R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Prendre les mesures d'affectation des personnes détenues en cellule de protection d'urgence (CProU) | R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | |
| Désigner les personnes détenues à placer ensemble en cellule | D. 93 | X | X | X | X | X | X |
| Suspendre l'encellulement individuel d'une personne détenue | D. 94 | X | X | X | X | X | X |
| Affecter des personnes détenues malades dans des cellules situées à proximité de l'Unité sanitaire | D. 370 | X | X | X | X | X | |
| Doter une personne détenue d'une DPU (dotation de première urgence) | Art 5 RI | X | X | X | X | X | |
| Décider et donner audience en cas de recours gracieux requêtes ou plaintes des personnes détenues | Art 34 RI | X | X | X | X | X | X |
| S'opposer à la désignation d'un aidant pour des motifs tenant à la sécurité et au bon ordre | R. 57-8-6 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fixer des heures de visites pour les détenus bénéficiaires du régime spécial | D. 493 | X | | | | | |
| Fixer des heures de réunion pour les détenus bénéficiaires du régime spécial sauf instructions contraires du JI | D. 494 | X | | | | | |
| Autoriser les personnels masculins à accéder au quartier des femmes | D. 222 | X | X | X | X | X | |
| **Mesures de contrôle et de sécurité** | | | | | | | |
| Donner tous renseignements et avis nécessaires au chef d'escorte lorsque la personne détenue est considérée comme dangereuse ou devant être particulièrement surveillée | D. 294 | X | X | X | X | X | X |
| Donner tous renseignements utiles au préfet pour le mettre en mesure de prescrire l'escorte et la garde du détenu hospitalisé par les FSI et arrêter les mesures propres à éviter tout incident compte tenu de sa personnalité | D. 394 | X | X | X | X | X | X |
| Proposer des membres du personnel de surveillance assurant les escortes qui seront inscrits sur une liste dressée par le service central des transfèrements, constituer l'escorte des personnes détenues faisant l'objet d'un transfert administratif en désignant nommément ceux des agents figurant sur la liste précitée | D. 308 | X | X | X | X | X | X |
| Utiliser les armes dans les locaux de détention | D. 267 | X | | | | | |
| Faire appel aux FSI pour assurer le maintien de l'ordre et de la sécurité | D. 266 | X | X | X | X | | |
| Information immédiate des autorités visées à l'article D. 280 du CPP en cas d'incident grave touchant à l'ordre, à la disciplinaire, ou à la sécurité de l'établissement, ou en cas de survenance du décès d'une personne détenue | D. 280<br>D. 282 | X | X | X | X | X | |
| Envoi d'un rapport et aviser sans délai le Procureur de la République compétent en cas de constat d'un crime ou délit au sein de l'établissement pénitentiaire | D. 281 | X | X | X | X | X | |
| Information immédiate des services de police ou gendarme compétents en cas d'évasion | D. 283 | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue objets, substances, outils dangereux lui appartenant et pouvant permettre un suicide, une agression ou une évasion<br>Retirer à une personne détenue objets et vêtements lui appartenant pour des raisons de sécurité | Art 5 RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Décider que la personne détenue ne porte pas les vêtements qu'elle possède pour des raisons d'ordre, de sécurité ou de propreté | Art 10 RI | X | X | X | X | X | X |
| Retirer à une personne détenue matériels et appareillages médicaux pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 14-I RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | |
| Retenir un équipement informatique appartenant à une personne détenue | Art 19-VII RI | X | X | | | | |
| Interdire à une personne détenue de participer aux activités physiques et sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité | Art 20 RI | X | X | X | X | X | X |
| Décider de procéder à la fouille des personnes détenues | R. 57-7-79<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Demander au procureur de la République une investigation corporelle interne par un médecin, lorsqu'un détenu | R. 57-7-82 | X | X | X | X | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| est soupçonné d'avoir ingéré des substances ou des objets ou de les avoir dissimulés dans sa personne | | | | | | | |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de moyens de contrainte | Art 7-III RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Décider de soumettre la personne détenue au port de menottes ou à des entraves à l'occasion d'un transfert ou d'une extraction | Art 7-III RI<br>R. 57-6-24 | X | X | X | X | X | X |
| Détermination des horaires de ronde après le coucher et au cours de la nuit | D. 272 | X | X | X | X | X | X |
| **Discipline** | | | | | | | |
| Elaborer le tableau de roulement des assesseurs extérieurs | R. 57-7-12 | X | X | X | X | X | X |
| Demander le retrait de l'habilitation d'un assesseur extérieur | D. 250 | X | | | | | |
| Placer un détenu à titre préventif en cellule disciplinaire ainsi qu'en cellule de confinement | R. 57-7-18 | X | X | X | X | X | X |
| Suspendre à titre préventif l'activité professionnelle d'une personne détenue | R. 57-7-22 | X | X | X | X | X | X |
| Engager des poursuites disciplinaires | R. 57-7-15 | X | X | X | X | X | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-25 | X | X | X | X | X | X |
| Désigner les membres assesseurs de la commission de discipline | R. 57-7-8 | X | X | | X | | |
| Présider la commission de discipline | R. 57-7-6 | X | X | | X | | |
| Prononcer des sanctions disciplinaires | R. 57-7-7 | X | X | | X | | |
| Ordonner et révoquer le sursis à exécution des sanctions disciplinaires | R. 57-7-49<br>à R. 57-7-59 | X | X | | X | | |
| Dispenser d'exécution, suspendre ou fractionner une sanction disciplinaire | R. 57-7-60 | X | X | X | X | | |
| **Isolement** | | | | | | | |
| Placer provisoirement à l'isolement une personne détenue en cas d'urgence | R. 57-7-65 | X | X | X | X | | |
| Placer initialement une personne détenue à l'isolement et procéder au premier renouvellement de la mesure | R. 57-7-66<br>R. 57-7-70<br>R. 57-7-74 | X | X | | | | |
| Désigner un interprète-pour les personnes détenues qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française | R. 57-7-64 | X | X | X | X | X | X |
| Lever la mesure d'isolement | R. 57-7-72<br>R. 57-7-76 | X | X | | | | |
| Proposer de prolonger la mesure d'isolement, et transmettre la proposition à la DISP lorsque la décision relève de | R. 57-7-64 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| la compétence de la DISP ou du ministre de la justice | R. 57-7-70 | | | | | | |
| Rédiger un rapport motivé accompagnant la proposition de prolongation de la mesure d'isolement | R. 57-7-67<br>R. 57-7-68<br>R. 57-7-70 | X | X | X | X | X | |
| Refuser de communiquer les informations ou documents de la procédure d'isolement de nature à porter atteinte à la sécurité des personnes ou des établissements pénitentiaires | R. 57-7-64 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité organisée pour les détenus soumis au régime de détention ordinaire | R. 57-7-62 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer à une activité commune aux personnes placées au quartier d'isolement | R. 57-7-62 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue placée à l'isolement à participer aux offices célébrés en détention | Art 7-I RI | X | X | | | | |
| **Gestion du patrimoine des personnes détenues** | | | | | | | |
| Autoriser une personne détenue hospitalisée à détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif | Art 14-II RI | X | X | X | | | |
| Refuser de prendre en charge les objets ou bijoux dont sont porteuses les personnes détenues à leur entrée dans un établissement pénitentiaire | Art 24-III RI | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser la remise ou l'expédition à un tiers, désigné par la personne détenue, des objets et bijoux dont les personnes détenues sont porteuses | Art 24-III RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue à envoyer à sa famille, des sommes figurant sur la part disponible de son compte nominatif | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue recevoir des subsides en argent de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée à recevoir des subsides en vue d'une dépense justifiée par un intérêt particulier | Art 30 RI | X | X | | | | |
| Fixer la somme qu'une personne détenue placée en semi-liberté ou bénéficiant d'un placement extérieur, d'un placement sous surveillance électronique ou d'une permission de sortir, est autorisée à détenir | D. 122 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée bénéficiant d'un aménagement de peine sous écrou à disposer de tout ou partie des sommes constituant le pécule de libération | D. 324 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne condamnée à opérer un versement à l'extérieur depuis la part disponible de leur compte nominatif | D. 330 | X | X | | | | |
| Opérer une retenue sur la part disponible du compte nominatif des personnes détenues en réparation de dommages matériels causés en détention | D. 332 | X | X | X | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Décider de transmettre au régisseur des comptes nominatifs les sommes d'argent trouvées en possession irrégulière d'une personne détenue | D. 332-1 | X | X | X | X | | |
| **Achats** | | | | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un récepteur radiophonique ou un téléviseur individuel | Art 19-IV RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se procurer un équipement informatique | Art 19-VII RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de procéder à des achats en cantine<br>Autoriser, à titre exceptionnel, l'acquisition par une personne détenue d'objets ne figurant pas sur la liste des objets fournis en cantine | Art 25 RI | X | X | X | X | | |
| Fixer les prix pratiqués en cantine | D. 344 | X | X | X | | | |
| **Relations avec les collaborateurs du service public pénitentiaire** | | | | | | | |
| Fixer les jours et horaires d'intervention des visiteurs de prison | Art 33 RI | X | X | | | | |
| Suspendre l'agrément d'un visiteur de prison en cas d'urgence et pour des motifs graves | D. 473 | X | | | | | |
| Instruire les demandes d'agrément en qualité de mandataire et les proposer à la DISP | R. 57-6-14 | X | | | | | |
| Suspendre provisoirement, en cas d'urgence, l'agrément d'un mandataire et proposer le retrait de l'agrément sur la base d'un rapport adressé au DI | R. 57-6-16 | X | | | | | |
| Signer le protocole relatif aux modalités d'intervention de l'établissement public de santé | D. 369 | X | | | | | |
| Suspendre l'habilitation d'un personnel hospitalier n'exerçant pas à temps plein en cas de manquements graves au CPP ou au règlement intérieur | D. 388 | X | | | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire d'un personnel hospitalier non titulaire d'une habilitation | D. 389 | X | X | X | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à une personne intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé | D. 390 | X | X | X | | | |
| Autoriser l'accès à l'établissement pénitentiaire à un personnel des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite | D. 390-1 | X | X | X | | | |
| Informer le directeur de l'établissement de santé des dispositions utiles à prendre en cas d'hospitalisation d'une personne détenue | D. 394 | X | X | X | | | |
| Autoriser une personne extérieure à animer des activités pour les personnes détenues | D. 446 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Organisation de l'assistance spirituelle** | | | | | | | |
| Déterminer les jours, horaires et lieux de tenue des offices religieux | R. 57-9-5 | X | X | | | | |
| Désigner un local permettant les entretiens avec l'aumônier des personnes détenues sanctionnées de cellule disciplinaire | R. 57-9-6 | X | X | | | | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir et conserver les objets de pratique religieuse et les livres nécessaires à la vie spirituelle | R. 57-9-7 | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser les ministres du culte extérieurs à célébrer des offices ou prêches | D. 439-4 | X | X | | | | |
| **Visites, correspondance, téléphone** | | | | | | | |
| Délivrer un permis de communiquer à un avocat dans les autres cas que ceux mentionnés à l'alinéa 1 de l'article R. 57-6-5 | R. 57-6-5 | X | X | | | | |
| Délivrer, refuser, suspendre, retirer un permis de visite à une personne condamnée, y compris lorsque le visiteur est un officier public ou ministériel ou un auxiliaire de justice autre qu'un avocat | R. 57-8-10 | X | X | | | | |
| Surseoir à faire droit à un permis de visite si des circonstances exceptionnelles obligent à en référer à l'autorité qui a délivré le permis, ou si les personnes détenues sont matériellement empêchées, ou si, placées en cellule disciplinaire, elles ont épuisé leur droit à un parloir hebdomadaire. | R. 57-8-11 | X | X | X | X | X | |
| Décider que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation et informer le magistrat saisi du dossier de la procédure pour les prévenus et la CAP pour les condamnés | R. 57-8-12<br>R.57-7-46 | X | X | X | X | | |
| Décider d'octroyer une visite en parloir familial ou en unité de vie familiale | R. 57-8-13<br>R. 57-8-14 | X | X | | X | X | |
| Retenir la correspondance écrite, tant reçue qu'expédiée | R. 57-8-19 | X | X | | | | |
| Autoriser, refuser, suspendre, retirer l'accès aux dispositifs de téléphonie d'une personne détenue condamnée<br>Restreindre les horaires d'accès au téléphone d'une personne détenue *(pour les personnes condamnées)* | R. 57-8-23 | X | X | | | | |
| **Entrée et sortie d'objets** | | | | | | | |
| Autoriser le dépôt à l'établissement pénitentiaire de publications écrites et audiovisuelles au profit d'une personne détenue | Art 19-III, 3° RI | X | X | | X | X | |
| Notifier à l'expéditeur ou à la personne détenue le caractère non autorisé de la réception ou de l'envoi d'un objet | Art 32-I RI | X | X | | X | X | |
| Autoriser une personne détenue à recevoir des objets par colis postal ou par dépôt à l'établissement pénitentiaire | Art 32-II, 3° et 4° RI | X | X | | X | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autoriser l'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques | D. 274 | X | X | | X | | |
| **Activités, enseignement, travail, consultations** | | | | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de la formation professionnelle | Art 16 RI | X | X | | | | |
| Donner l'autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux organisés par l'éducation nationale dans le cadre de l'enseignement | Art 17 RI | X | X | | | | |
| Refuser à une personne détenue de se présenter aux épreuves écrites ou orales d'un examen organisé dans l'établissement | D. 436-3 | X | X | | | | |
| Signer l'acte d'engagement relatif à l'activité professionnelle des personnes détenues et signer la charte d'accompagnement détaillant la mise en œuvre de l'accompagnement socioprofessionnel dans le cadre de l'insertion par l'activité économique | R. 57-9-2 | X | X | X | X | X | X |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour son propre compte | 718<br>D. 432-3 | X | | | | | |
| Autoriser une personne détenue à travailler pour des associations | D. 432-3 | X | | | | | |
| Suspendre une personne détenue de son emploi en cas d'insuffisance professionnelle | D. 432-4 | X | X | X | X | X | X |
| Déclasser une personne détenue de son emploi en cas d'insuffisance professionnelle | D. 432-4 | X | X | X | X | X | |
| Autoriser une personne extérieure à animer une activité<br>Définir la liste des personnes détenues participant à cette activité, en lien avec le SPIP et l'animateur | D. 446 | X | X | | | | |
| Information des personnes détenues et des membres du personnel des résultats des consultations et des décisions prises pour l'organisation des activités | R. 57-9-2-3 | X | X | X | X | X | |
| Communication annuelle au conseil d'évaluation d'un rapport sur l'organisation et les résultats de ces consultations | R. 57-9-2-4 | X | | | | | |
| Fixer les modalités des consultations des personnes détenues dans le règlement intérieur de l'établissement | R. 57-9-2-5 | X | X | | | | |
| Signer les contrats d'implantation de structures d'insertion par l'activité économique à l'intérieur de l'établissement | D. 433-2 | X | | | | | |
| **Administratif** | | | | | | | |
| Certifier conforme des copies de pièces et légaliser une signature | D. 154 | X | X | | | | |
| Représentation de la direction à la commission de l'application des peines | D. 49-28 | X | X | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Mesures pré-sentencielles et post-sentencielles** | | | | | | | |
| Modifier les horaires de présence au domicile ou dans les lieux d'assignation des personnes placées sous ARSE, avec l'accord préalable du JI et lorsqu'il s'agit de modifications favorables à la personne mise en examen ne touchant pas à l'équilibre de la mesure de contrôle | 142-9<br>D. 32-17 | X | X | | | | |
| Saisir le JAP au fin de retrait de CRP en cas de mauvaise conduite d'une personne condamnée en détention | 721 | X | X | | | | |
| Statuer sur les demandes de permission de sortie d'une personne condamnée majeure lorsqu'une première permission de sortir a été accordée par le JAP en application de l'article 712-5 du CPP, sauf décision contraire de ce magistrat | 723-3<br>D. 142-3-1 | X | X | | | | |
| Retirer une permission de sortir précédemment octroyée par le chef d'établissement ou son délégataire | 723-3<br>D. 142 | X | X | | | | |
| Procéder à la réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur ou décider la réintégration immédiate en cas d'urgence d'une personne condamnée bénéficiant d'une PS, d'un PE ou d'un PSE en cas d'inobservation des règles disciplinaires, de manquement à l'obligation de bonne conduite ou tout autre incident | D. 124 | X | X | X | X | | |
| Accorder une concession pour une durée égale ou inférieure à 3 mois ou concernant un effectif égal ou inférieur à 5 personnes détenues bénéficiant d'une mesure de placement extérieur | D. 133 | X | | | | | |
| Donner son avis au DSPIP lorsque le JAP a prévu dans son ordonnance que la fixation de la date et des modalités d'exécution d'une PS accordée en vue de la préparation de la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné seront fixées par le DSPIP | D. 144 | X | X | | | | |
| Donner un avis au JAP pour l'examen des RSP du condamné libre sur la partie de la condamnation subie en détention provisoire et saisine du JAP aux fins de retrait de tout ou partie du bénéfice du crédit de réduction de peine, en cas de mauvaise conduite du condamné pendant sa détention provisoire. | D. 147-12 | X | X | | | | |
| **Gestion des greffes** | | | | | | | |
| Habiliter les agents du greffe pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions terroristes (FIJAIT) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information mentionnée à l'article 706-25-8 CPP et enregistrer les dates d' écrou, de libération ainsi que l'adresse du domicile déclaré par la personne libérée | 706-25-9 | X | | | | | |
| Habiliter spécialement des agents des greffes pour accéder au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes (FIJAIS) afin de vérifier que la personne détenue a fait l'objet de l'information | 706-53-7 | X | | | | | |

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| mentionnée à l'article 706-53-6 et enregistrer les dates d'écrou, de libération ainsi que l'adresse déclarée de la personne libérée | | | | | | | |
| Habiliter les agents du greffe pour interroger le FIJAIT par un système de communication électronique sécurisé | R. 50-51 | X | | | | | |
| **Régie des comptes nominatifs** | | | | | | | |
| Autoriser le régisseur des comptes nominatifs à nommer un ou plusieurs mandataires suppléants, et à désigner d'autres mandataires parmi le personnel de l'établissement | R. 57-7-88 | X | | X | | | |
| Autoriser le prélèvement par le régisseur des comptes nominatifs de toute somme à la demande des personnes détenues | R. 57-7-90 | X | | X | | | |
| **Ressources humaines** | | | | | | | |
| Déterminer les modalités d'organisation du service des agents | D. 276 | X | X | X | X | | |
| Affecter des personnels de surveillance en USMP et SMPR, après avis des médecins responsables de ces structures. | D. 373 | X | | | | | |
| **GENESIS** | | | | | | | |
| Désigner individuellement et habiliter spécialement les personnels pénitentiaires en charge du greffe, en charge de la régie des comptes nominatifs, en charge de l'encadrement ; les personnels de surveillance ; les agents du SPIP ; les agents de la PJJ ; les agents de l'éducation nationale ; les personnels des groupements privés agissant dans le cadre de la gestion déléguée ; les personnels des entreprises privées et les personnels de l'unité sanitaire pour accéder à GENESIS dans le cadre de leurs missions | R. 57-9-22 | X | | X | | | |

Version mise à jour le 1er juin 2021

Grégory DESARMAGNAC,
chef d'établissement